CONSEIL DE L'EUROPE
COUNCIL OF EUROPE

Strasbourg, le 2 septembre 1982

Confidentiel
AS/Pol/Jur/Turquie (34) 3

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES

COMMISSION DES QUESTIONS JURIDIQUES

Sous-commissions de la situation en Turquie

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Projet de Constitution de la République turque
préparé par la Commission Constitutionnelle
de l'Assemblée Consultative (1)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

(1) Traduction effectuée par les services linguistiques du Conseil de l'Europe

76.362
01.51

CONFIDENTIEL

TITRE PREMIER

PRINCIPES GENERAUX

I. Forme de l'Etat et irrévocabilité de celle-ci

Article 1 - L'Etat turc est une République.

La présente disposition constitutionnelle ne peut être modifiée et sa modification ne peut être proposée.

II. Principes fondamentaux de la République

Article 2 - La République de Turquie est un Etat de droit démocratique, laïc et social qui respecte les droits de l'homme dans le cadre tracé par les notions de paix publique, de solidarité nationale et d'équité, fidèle au nationalisme d'Atatürk et reposant sur les principes fondamentaux exprimés dans le préambule.

III. Intégrité de l'Etat, langue officielle, drapeau, hymne national et capitale

Article 3 - L'Etat turc est un tout indivisible avec son territoire et son peuple.

La langue officielle est le turc.

Le drapeau se compose d'une étoile et d'un croissant blancs sur fond rouge selon la forme définie par la loi.

L'hymne national est "La marche de l'indépendance".

La capitale est la ville d'Ankara.

IV. Buts et devoirs fondamentaux de l'Etat

Article 4 - Le but et le devoir fondamentaux de l'Etat sont de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité de la nation turque, l'indivisibilité du pays, la république et la démocratie et d'assurer le bonheur et la tranquillité de l'individu et de la société.

L'Etat s'emploie à supprimer tout obstacle d'ordre politique, économique ou social qui restreint les droits et libertés fondamentaux de l'individu d'une manière incompatible avec les principes de l'Etat, du droit et de la justice, ainsi qu'à assurer les conditions nécessaires à l'épanouissement matériel et spirituel de l'individu.

V. De la souveraineté

Article 5 - La souveraineté appartient sans réserve ni condition au peuple turc.

Le peuple exerce sa souveraineté par les organes compétents, conformément aux principes définis par la Constitution.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'exercice de la souveraineté ne peut en aucun cas être délégué à un individu, à un groupe ou une classe. Aucun individu, aucun organe ne peut exercer un pouvoir de l'Etat qui n'émane pas de la Constitution.

Les dispositions d'accords qui prévoient l'appartenance à des institutions dotées d'une compétence internationale sont réservées.

VI. Egalité devant la loi

Article 6 - Tous les individus sont égaux devant la loi sans aucune discrimination fondée sur la langue, la race, la couleur, le sexe, l'opinion politique, les idées philosophiques, la religion, la secte religieuse ou autre.

Nul individu, famille, groupe ou classe ne peut bénéficier de privilèges.

Les organes de l'Etat et les autorités administratives sont tenus d'effectuer toute transaction ou opération en se conformant au principe de l'égalité devant la loi.

VII. Du pouvoir législatif

Article 7 - Le pouvoir législatif appartient à la Grande Assemblée nationale turque.

Ce pouvoir ne peut être délégué. Les dispositions des articles ... de la Constitution sont réservées.

VIII. Du pouvoir et de la fonction exécutifs

Article 8 - Le pouvoir et la fonction exécutifs sont exercés et assurés par le Président de la République et le Conseil des Ministres, conformément à la Constitution et aux lois.

IX. Du pouvoir judiciaire

Article 9 - Le pouvoir judiciaire est exercé par des tribunaux indépendants au nom du peuple turc.

X. Primauté et caractère obligatoire de la Constitution

Article 10 - Les dispositions de la Constitution sont des règles juridiques fondamentales qui s'imposent aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires, aux autorités administratives et aux individus.

Les lois ne peuvent être contraires à la Constitution.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TITRE DEUX

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

I. Nature des droits et libertés fondamentaux

Article 11 - Tout individu, de par sa qualité d'être humain, jouit de droits et libertés fondamentaux inviolables, inaliénables et auxquels il ne peut renoncer.

Les droits et libertés fondamentaux impliquent aussi des devoirs et des responsabilités de l'individu envers la société, sa samille et autrui.

Les libertés et droits fondamentaux ne peuvent être exercés qu'en conformité avec ces devoirs et responsabilités.

II. Restriction des droits et libertés fondamentaux

Article 12 - L'exercice des libertés et droits fondamentaux peut être restreint pour sauvegarder l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, la république, la sécurité nationale, l'ordre public, la paix intérieure, l'intérêt public, la morale publique, la santé publique, les droits et libertés d'autrui ou pour des motifs prévus par d'autres articles de la Constitution.

Les motifs généraux de restriction prévus dans le présent article sont applicables à tous les droits et libertés fondamentaux.

Les restrictions aux libertés et droits fondamentaux ne peuvent être contraires aux principes de l'ordre démocratique et ne peuvent être imposées que dans les domaines pour lesquels elles sont prévues.

III. Interdiction d'abuser des libertés et droits fondamentaux

Article 13 - Nul droit et nulle liberté mentionnés dans la présente Constitution ne peuvent être exercés dans le but de détruire l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, de mettre en péril l'existence de l'Etat turc et de la république, de supprimer les droits et libertés fondamentaux, de confier la direction de l'Etat à un seul individu ou groupe, d'assurer l'hégémonie d'une classe sociale sur d'autres, d'établir entre les individus une discrimination fondée sur la langue, la race, la religion ou la secte, ou d'instituer par tout autre moyen un régime fondé sur le communisme, le fascisme ou des principes religieux. Quiconque exerce ces droits et libertés fondamentaux dans les buts susmentionnés encourt la déchéance de ces mêmes droits et libertés. Il appartient aux tribunaux de prononcer cette déchéance.

La loi fixe les sanctions applicables aux personnes physiques et morales et aux groupes qui enfreignent ces interdictions ou qui encouragent ou incitent autrui à les enfreindre.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Aucune disposition de la présente Constitution ne peut être interprétée comme conférant à un individu ou un groupe le droit de détruire les droits et libertés reconnus par elle.

IV. Suspension de l'exercice des droits et libertés fondamentaux

Article 14 - En cas de guerre, d'état de siège ou d'exception, l'exercice des libertés et droits fondamentaux peut être partiellement ou totalement suspendu et des mesures dérogeant aux garanties prévues par la Constitution peuvent être prises pour autant que la situation l'exige et à la condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec les obligations découlant du droit international.

Toutefois, même dans les situations énoncées au premier alinéa, exception faite des décès résultant d'actes licites de guerre et de l'exécution des peines capitales, il ne peut être dérogé aux principes et libertés reconnaissant le droit à la vie, l'intégrité physique et spirituelle de l'individu et selon lesquels nul ne peut être contraint de divulguer sa croyance ou ses convictions religieuses, sa pensée ou ses opinions, ni exposé à la vindicte publique ou mis en accusation pour celles-ci. Il ne peut non plus être dérogé au principe de la non-rétroactivité des lois relatives aux délits et aux peines ni à celui qui veut que toute personne accusée d'une infraction soit présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par les tribunaux.

V. Condition des étrangers

Article 15 - La loi peut, en conformité au droit international, restreindre les droits et libertés des étrangers.

CHAPITRE DEUX

DROITS ET DEVOIRS DE L'INDIVIDU

I. Intégrité de la personne, vie matérielle et spirituelle de l'individu

Article 16 - Chacun a droit à la vie ainsi qu'à la protection et au développement de sa personnalité dans l'ordre matériel et spirituel.

L'intégrité physique de l'individu est inviolable. On ne peut, sans son consentement, le soumettre à des expériences scientifiques ou médicales ni l'amputer d'un organe.

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements incompatibles avec la dignité humaine.

L'exécution de la peine capitale prononcée par un tribunal constitue une dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article.

De même, la mort n'est pas considérée comme infligée en violation du premier alinéa dans les cas de légitime défense nécessitant le recours à la force, pour exécuter un mandat d'arrêt ou de dépôt, pour empêcher l'évasion d'une personne arrêtée ou condamnée, pour réprimer une émeute ou une insurrection ou, pendant l'état d'exception ou l'état de siège, pour exécuter les ordres des autorités compétentes.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

II. Interdiction du travail forcé

Article 17 - Nul ne peut être soumis à un travail forcé. La corvée est interdite.

Sous réserve que la loi en fixe les modalités et conditions, n'est pas considéré comme travail forcé tout travail requis d'une personne arrêtée, condamnée ou en liberté conditionnelle, toute prestation de caractère militaire ou remplaçant le service militaire, tout service requis des citoyens pendant l'état d'exception, tout travail physique ou intellectuel faisant partie des obligations civiques normales imposées par les besoins du pays.

III. Liberté et sûreté de la personne

A. Liberté individuelle

Article 18 - Toute personne a droit à la liberté.

Nul ne peut en être privé, sauf dans les cas suivants et dans les formes légales :

a. s'il est détenu en raison de l'exécution de peines privatives de liberté ou de mesures de sûreté ;

b. s'il est détenu ou arrêté sur décision de justice ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ;

c. s'il s'agit d'un mineur en vue de l'exécution d'une décision qui exige qu'il soit placé en détention ou en vue de sa craduction devant l'autorité compétente ;

d. s'il s'agit de l'exécution de mesures prises pour restreindre la liberté de personnes qui, aliénées, alcooliques, toxicomanes, vagabonds ou porteurs éventuels d'une maladie contagieuse, représentent une menace pour la collectivité ;

e. s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention d'une personne qui cherche à pénétrer ou a pénétré irrégulièrement sur le territoire ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

B. Sûreté de la personne

Article 19 - Toute personne a droit à la sûreté.

Les personnes sur qui pèsent de fortes présomptions de culpabilité ne peuvent être arrêtées, sur décision judiciaire, que pour empêcher la destruction ou l'altération d'éléments de preuve ou dans des cas similaires prévus par la loi et qui nécessitent l'arrestation. Le maintien en détention est soumis aux mêmes conditions.

La détention sans décision judiciaire ne peut être effectuée qu'en cas de flagrant délit ou lorsqu'il y a péril en la demeure. Les conditions y relatives sont prévues par la loi.

Les personnes détenues ou arrêtées doivent aussitôt être informées des charges retenues contre elles, si possible par écrit ou sinon oralement.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

Toute personne arrêtée ou détenue doit être traduite davant un juge dans les 48 heures. Pour les infractions collectives, ce délai ne peut excéder 15 jours. Ce délai ne tient pas compte de la durée nécessaire pour traduire le détenu devant le tribunal le plus proche de son lieu de détention. Passé ce délai, nul ne peut être privé de sa liberté sans décision judiciaire. Les proches de la personne détenue ou arrêtée sont informés de la détention ou de l'arrestation. Le présent alinéa s'applique sous réserve des dispositions concernant l'état d'exception, l'état de siège et l'état de guerre.

Toute personne détenue ou arrêtée a le droit de demander à être jugée dans un délai raisonnable ou à être libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience et l'exécution de la peine.

Toute personne privée de sa liberté pour quelque motif que ce soit a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin qu'il statue à bref délai ou ordonne sa libération.

Nul ne peut être privé de ses droits pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

Toute personne victime d'un traitement contraire aux dispositions du présent article a droit à une réparation de l'Etat, conformément aux prescriptions légales.

IV. Liberté de mouvement et d'établissement

Article 20 - Toute personne a droit à la liberté de mouvement. Cette liberté peut toutefois être restreinte par la loi dans le cas d'enquêtes ou de poursuites pénales ou pour prévenir les infractions.

Tout individu a le droit de choisir librement sa résidence. Cette liberté peut toutefois être limitée par la loi dans le but de prévenir des infractions, pour des considérations d'ordre économique et social, en vue d'une urbanisation saine et ordonnée ou de la protection du bien poublic.

Nul citoyen ne peut être expulsé de son pays et privé du droit d'y entrer. Tout citoyen est libre de se rendre à l'étranger. Cette liberté ne peut être limitée par la loi que s'il s'agit de faire respecter des devoirs civiques, de mener une enquête ou des poursuites pénales.

V. Secret et protection de la vie privée

A. Secret de la vie privée

Article 21 - Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale ; ce droit est inviolable, sous réserve toutefois des exceptions rendues nécessaires par les enquêtes judiciaires.

Nul ne peut être fouillé ni privé de ses biens sauf s'il existe une décision judiciaire conforme aux dispositions légales ou sur l'ordre d'organes habilités par la loi dans les cas, expressément stipulés par elle, où un retard serait préjudiciable à la justice.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

B. Inviolabilité du domicile

Article 22 - Le domicile est inviolable.

Nul ne doit pénétrer au domicile de quiconque, le fouiller et y confisquer des biens en l'absence d'une ordonnance judiciaire régulière ou de l'ordre d'un organe habilité par la loi dans les cas, expressément stipulés par elle, où un retard serait préjudiciable à la justice.

C. Liberté de communication

Article 23 - Toute personne jouit de la liberté de communication.

Le secret de la communication est fondamental.

La liberté de communication ne doit pas subir d'entraves et son secret ne doit pas être violé sauf dans les cas où il existe une ordonnance de justice rendue conformément à la loi ou sur l'ordre d'organes habilités par la loi dans les cas, expressément stipulés par elle, où un retard serait préjudiciable à la justice.

VI. Liberté de conscience et de religion

Article 24 - Toute personne a droit à la liberté de conscience, de religion et de conviction.

Nul ne peut être contraint à participer à des prières, cérémonies et offices religieux ni à divulguer ses croyances et convictions ; nul ne peut être blâmé ou incriminé pour ses croyances religieuses et ses convictions pour quelque motif ou but que ce soit.

La formation et l'enseignement religieux sont assurés sous la direction et le contrôle de l'Etat. La formation et l'enseignement religieux des adultes sont laissés à leur gré ; ceux des mineurs dépendant des personnes qui en ont la garde.

Nul ne doit se servir ou abuser, de quelque façon que ce soit, de la religion, des sentiments religieux ou des choses considérées comme sacrées par une religion dans le but de fonder, fût-ce partiellement, un ordre social, économique, politique ou juridique sur des règles religieuses ou d'en retirer une influence ou un profit personnels.

VII. Liberté de pensée et d'opinion

Article 25 - Toute personne a droit à la liberté de pensée et d'opinion.

Nul ne peut être contraint à divulguer ses pensées et opinions ni être blâmé ou incriminé pour quelque motif que ce soit du fait de ses pensées et opinions.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

VIII. Liberté d'exprimer et de diffuser sa pensée

Article 26 - Toute personne est libre d'exprimer et de divulguer, individuellement ou collectivement, sa pensée et ses convictions par la parole, la plume, l'image ou d'autres moyens. Cette liberté comprend celle de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques. Les dispositions du présent alinéa n'empêchent pas de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

L'exercice de ces libertés peut être soumis aux restrictions qui s'imposent pour la prévention et la répression des infractions, la protection de la réputation, des droits, de la vie privée et familiale et du domaine professionnel d'autrui, pour empêcher la divulgation de secrets d'Etat, la diffusion de nouvelles fausses et prématurées qui porteraient atteinte à la vie économique, permettre au pouvoir judiciaire de mener sa tâche à bien et protéger la jeunesse contre des courants de pensée ou des comportements nuisibles.

Les dispositions légales qui régissent l'utilisation des moyens de diffusion des informations et des idées ne peuvent être considérées comme restrictives de ces libertés d'expression et de diffusion de la pensée tant qu'elles ne font pas obstacle à cette diffusion.

IX. Liberté des sciences et des arts

Article 27 - Toute personne a le droit d'étudier librement les sciences et les arts, ainsi que de les pratiquer, de les professer, de propager des connaissances les concernant et d'effectuer toutes sortes de recherches dans ce domaine. Le présent article n'empêche toutefois pas de réglementer par des dispositions légales séparées l'entrée et la diffusion de publications étrangères sur le territoire.

X. Dispositions relatives à la presse et à l'information

A. Liberté de la presse

Article 28 - La presse est libre et ne peut être censurée. La création d'une imprimerie ne peut être subordonnée à l'obtention d'une autorisation préalable ni au dépôt d'une garantie financière.

L'Etat prend les mesures qui s'imposent pour garantir la liberté de la presse et de sa diffusion.

Les dispositions de l'article 26 concernant la liberté d'expression et de diffusion des pensées sont également applicables en matière de restriction de la liberté de la presse.

Quiconque, en quelque qualité que ce soit, communique à autrui, en vue de les faire publier, une information ou un article menaçant la sécurité intérieure ou extérieure et l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, ou de nature à provoquer des infractions, une émeute ou une insurrection, ou qui concernent des secrets d'Etat, ainsi que ceux qui les impriment ou les font imprimer, sont passibles de poursuites pénales en vertu des dispositions légales applicables, même si la diffusion n'en a pas été réalisée. Dans ce cas, des mesures peuvent être prises pour empêcher la diffusion.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La publication dans la presse des événements d'actualité ne peut être interdite, sauf décision judiciaire ayant pour objet d'éviter les influences extérieures sur le fonctionnement de la justice.

Les publications périodiques et non périodiques peuvent être saisies en application d'une décision judiciaire après qu'une enquête et des poursuites dirigées contre elles sont engagées et sur ordre de l'autorité compétente habilitée par la loi dans les cas où un retard serait préjudiciable à la protection de l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, à la sécurité nationale, à l'ordre public, aux principes de la révolution d'Atatürk, à la morale publique, à la réputation et aux droits d'autrui, à la vie privée des individus et des familles ou à la prévention des infractions. L'autorité compétente qui décide la saisie doit soumettre sa décision à un tribunal dans un délai de 24 heures. Si le tribunal n'entérine pas cette décision dans un délai maximal de trois jours, la décision de saisie est considérée comme nulle et non avenue.

La saisie et la confiscation de publications périodiques et non périodiques dans le cadre d'une enquête ou de poursuites pénales sont soumises aux dispositions générales.

Les locaux des publications périodiques en Turquie peuvent être fermés en vertu d'une décision judiciaire à titre temporaire jusqu'à un an en cas de condamnation pour avoir porté atteinte à l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, aux principes fondamentaux de la République, à la sécurité nationale et à la morale publique, et à titre temporaire ou permanent en cas de récidive. Avant de fixer la peine, le tribunal peut, à titre préventif, suspendre la publication du périodique. Est interdite toute publication qui prendrait la suite d'un périodique dont les locaux sont ainsi fermés ou dont la parution est ainsi suspendue, sous peine d'être elle aussi saisie par décision judiciaire.

B. Le droit de publier des périodiques et non périodiques

Article 29 - La publication de périodiques et de non-périodiques ne peut être subordonnée à une autorisation préalable ou au dépôt d'une garantie financière.

Le lancement, les conditions de publication, les ressources financières des périodiques ainsi que les principes fondamentaux relatifs à la profession de journaliste sont déterminés par la loi. Celle-ci ne peut imposer des conditions politiques, économiques, financières et techniques qui empêcheraient ou gêneraient la libre diffusion des nouvelles, de la pensée et des opinions.

Les périodiques peuvent user des moyens et installations de l'Etat et autres personnes morales ou institutions de droit public qui en dépendent, conformément au principe de l'égalité.

C. Protection des moyens d'impression

Article 30 - Les imprimeries et leurs dépendances fondées et fonctionnant conformément à la loi ne peuvent être saisies ni confisquées et leur utilisation ne peut être empêchée, provisoirement ou définitivement, même au motif qu'elles ont été l'instrument d'une infraction, sauf dans les cas de condamnation pour les infractions visées au dernier alinéa de l'article 28.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

D. Droit d'user des moyens de communication de masse autres que la presse appartenant à des personnes morales de droit public

Article 31 - Les individus et les partis politiques ont le droit d'user des médias autres que la presse et des installations d'impression appartenant à des personnes morales de droit public. Les conditions et les procédures à respecter pour en user sont fixées par la loi selon les principes démocratiques et l'équité.

La loi ne peut imposer de restrictions empêchant le public de recevoir des informations ou de se faire une opinion, ni la libre formation de l'opinion publique pour des motifs autres que ceux des restrictions générales prévues à l'article 12.

E. Droit de rectification et de réponse

Article 32 - Le droit de rectification et de réponse n'est reconnu que dans les cas où la dignité et l'honneur des individus sont atteints ou lorsqu'ils ont fait l'objet de déclarations écrites inexactes ; ce droit est réglementé par la loi.

En cas de non-publication de la rectification ou de la réponse, c'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer.

XI. Droit et liberté de réunion

A. Droit d'association

Article 33 - Toute personne a le droit, sans autorisation préalable, de fonder une association. Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association ou d'en demeurer membre. Les formes et procédures à respecter dans l'exercice de la liberté de s'associer sont fixées par la loi.

Les associations ne peuvent agir à l'encontre des motifs des restrictions générales énoncées à l'article 12, ne peuvent poursuivre de buts politiques, se livrer à des activités politiques, bénéficier de l'appui des partis politiques pas plus que les soutenir, convenir à cet effet d'une action commune avec des syndicats, des organisations professionnelles ou des fondations de caractère public.

Les associations qui s'écartent des conditions de leur établissement ou ne respectent pas les engagements prévus par la loi sont considérées comme dissoutes.

Dans certaines conditions prévues par la loi, les associations peuvent être dissoutes par décision judiciaire. Dans les cas où un retard porterait atteinte à l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, à la sécurité nationale, à l'ordre public, aux droits et libertés d'autrui et à la prévention des infractions pénales, les activités des associations peuvent être suspendues par l'autorité compétente dans l'attente d'une décision judiciaire.

Les associations peuvent aussi être dissoutes par le ministre de l'Intérieur en vue de la protection de l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, de la sécurité nationale, de la souveraineté nationale et de l'ordre public.

à la souveraineté nationale

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

Le premier alinéa du présent article n'empêche pas d'imposer des restrictions au droit du personnel des forces armées et des membres des forces de sécurité de former des associations ni de leur interdire l'exercice de ce droit.

Le présent article s'applique aux fondations et établissements de même nature.

B. Droit de réunion et de manifestation

Article 34 - Tous les individus ont le droit de se réunir ou de manifester sans autorisation préalable s'ils ne portent pas d'armes et n'ont pas l'intention de se livrer à des voies de fait.

La forme, les conditions et les procédures à respecter dans l'organisation de réunions et de manifestations sont fixées par la loi.

Les associations, les syndicats et les organisations professionnels de caractère public ne sont pas autorisés à organiser des réunions et des manifestations ne répondant pas à leur vocation ni à y participer.

XII. Dispositions relatives à la protection des droits

A. Liberté de revendiquer ses droits

Article 35 - Tout individu a le droit d'ester en justice et de défendre sa cause en qualité de demandeur ou de défendeur devant les autorités judiciaires en usant de tous les moyens et procédures légaux.

Aucun tribunal ne peut refuser de connaître d'une affaire relevant de sa compétence.

B. Garantie d'être jugé par un juge naturel et légal

Article 36 - Nul ne peut être traduit devant un tribunal autre que celui dont il dépend légalement.

Aucun tribunal d'exception ne peut être établi qui serait habilité à faire comparaître des personnes devant une juridiction autre que celle dont elles relèvent.

C. Principes fondamentaux relatifs aux délits et aux peines

Article 37 - Les infractions et les peines ainsi que les mesures de sûreté ne peuvent être définies que par la loi.

La peine de confiscation générale ne peut être infligée.

Il est fait réserve des exceptions prévues par la loi pour ce qui est de la déchéance de la nationalité et des infractions relatives aux stupéfiants.

Une administration ne peut infliger de sanctions restreignants la liberté personnelle. Toutefois, des exceptions à cette disposition peuvent être imposées par le droit interne des forces armées.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI · TÜSTAV ARŞİVİ

L'exécution des peines ou des mesures de sûreté de même nature restreignant la liberté personnelle doivent viser au premier chef l'amendement et l'éducation du condamné.

La responsabilité pénale est personnelle.

Nul ne peut être considéré comme coupable avant que sa culpabilité ne soit établie en justice.

Nul ne peut être contraint à faire une déclaration contenant une auto-accusation ou l'accusation de proches désignés par la loi ni à témoigner en ce sens.

Un citoyen ne peut être extradé pour une infraction.

XIII. Non-rétroactivité des lois

Article 38 - Nul ne peut être puni pour une action qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction au regard des lois en vigueur ; nul ne peut se voir infliger une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus s'appliquent à la prescription des infractions et des peines et aux effets des condamnations pénales.

Les impôts établis et calculés ne peuvent être augmentés par des législations postérieures.

Il ne peut être promulgué de lois rétroactives et contraires aux principes d'un Etat de droit.

XIV. Droit de la preuve

Article 39 - Les défendeurs aux actions pour insultes engagées en raison d'accusations portées à propos de l'exécution de devoirs et de services contre des agents de la fonction publique ont le droit de prouver le bien-fondé de leurs accusations. Les demandes en preuve des accusations dans des cas autres que le susmentionné sont accueillies si l'établissement de la vérité de l'incrimination sert l'intérêt public ou si le demandeur à cette action y consent.

XV. Protection des libertés et droits fondamentaux

Article 40 - Toute personne dont les droits et libertés reconnus par la présente Constitution sont violés a le droit de demander à disposer des moyens qui lui permettent de saisir sans délai les autorités compétentes, même dans les cas où de telles violations sont le fait d'agents de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions.

Le préjudice subi par des personnes par suite de violations injustifiées commises par des agents de l'Etat doit être réparé par celui-ci conformément aux dispositions légales. Le droit de recouvrement de l'Etat auprès des agents concernés est réservé.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TITRE TROIS

DROITS ET DEVOIRS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

I. Protection de la famille

Article 41 - La famille est le fondement de la société turque.

L'Etat prend les mesures et institue les organisations nécessaires au bien-être et à la tranquillité de la famille et à la protection et à l'éducation du père et plus particulièrement de la mère et des enfants.

II. Droit et devoir d'éducation

Article 42 - Nul ne peut être privé du droit à l'éducation et à la formation.

L'éducation et la formation constituent l'un des premiers devoirs de l'Etat.

L'éducation et la formation sont assurés dans l'esprit des principes d'Atatürk, conformément aux règles essentielles de la science et de l'éducation contemporaines et sous la direction et le contrôle de l'Etat.

La liberté de l'enseignement et de la formation ne supprime pas l'obligation de respecter la Constitution.

L'Etat prend les mesures nécessaires à l'alphabétisation.

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les citoyens de sexe féminin et de sexe masculin et est assuré gratuitement dans les écoles publiques.

La condition des écoles privées est fixée par la loi ; elles doivent être d'un niveau comparable à celui des écoles publiques.

L'Etat accorde l'assistance nécessaire sous forme de bourses et par d'autres moyens aux élèves capables et méritants dépourvus de moyens financiers de façon qu'ils atteignent un haut niveau de savoir en rapport avec leurs aptitudes.

L'Etat réglemente et contrôle l'enseignement professionnel en fonction des exigences de l'économie nationale et des secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services.

III. Droits de propriété et d'héritage

A. Principe général

Article 43 - Toute personne jouit des droits de propriété et d'héritage. Ces droits, comme tout autre droit fondamental, sont garantis par la Constitution.

Les droits de propriété et d'héritage ne peuvent être limités par la loi que dans l'intérêt public.

L'exercice du droit de propriété ne doit pas nuite à l'intérêt de la collectivité.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La part réservée des héritiers ne peut être réduite, même pour des services publics et dans l'intérêt public.

B. Propriété foncière

Article 44 - L'Etat prend les mesures nécessaires à une exploitation efficace des terres en vue de contribuer à l'économie nationale en empêchant les pertes dues à l'érosion et dans le but de fournir des terres aux agriculteurs n'en disposant qu'insuffisamment ou pas du tout. La loi peut à cet effet fixer la superficie des terres en fonction des diverses régions et variétés agricoles.

La répartition des terres entre les agriculteurs qui en sont privés ou n'en disposent pas suffisamment commencera en priorité par les sols non cultivés des régions se prêtant à cet objectif et appartenant à l'Etat ; elle sera suivie de la répartition des terres dont l'Etat à l'usufruit et qui se prêtent à la culture après amendement ; viendra enfin la répartition des terres expropriées à cette fin, appartenant à des particuliers et qui ne sont pas cultivées ou pas cultivées de manière efficace.

La répartition des terres ne doit pas se faire de manière telle que les zones forestières, les ressources des sols et le rendement des terres cultivées efficacement s'en trouvent amoindris.

Les terres distribuées à cette fin ne peuvent être partagées, elles ne peuvent être transmises à autrui que par voie d'héritage et ne peuvent être exploitées que par les agriculteurs auxquels elles sont attribuées ou par leurs héritiers.

C. Protection de l'agriculture et des agriculteurs

Article 45 - L'Etat facilite l'accession des agriculteurs à la propriété des terres, équipements agricoles et autres biens qui leur sont nécessaires en vue d'empêcher l'utilisation des terres agricoles à d'autres fins que l'agriculture et d'accroître la production agricole.

L'Etat assure l'évaluation des produits agricoles et veille à ce que les producteurs en obtiennent la vraie valeur.

D. Encouragement des activités coopératives

Article 46 - L'Etat prend les mesures appropriées pour encourager les activités coopératives visant essentiellement à accroître la production et à protéger les consommateurs en tenant compte des intérêts de l'économie nationale.

Les sociétés coopératives ne peuvent se mêler de politique ni collaborer avec des partis politiques.

E. Exploitation des régions côtières

Article 47 - L'intérêt public a la priorité pour ce qui est de l'exploitation des côtes maritimes et lacustres et des berges des rivières. Les possibilités et les conditions d'exploitation de tels emplacements par des particuliers sont réglementées par la loi.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI FÜSTAV

F. Expropriation foncière

Article 48 - L'Etat et les personnes morales de droit public sont habilités à exproprier et à grever de servitudes administratives tout ou partie des propriétés foncières appartenant à des particuliers conformément à la loi et lorsque l'intérêt public l'exige, à condition qu'ils en versent l'équivalent par avance.

La nationalisation s'effectue en fonction de la valeur vénale. La loi fixe la forme et la procédure d'évaluation de celle-ci.

L'expropriation est indemnisée en espèces, par avance et sans aucune déduction.

Toutefois, les méthodes d'indemnisation de l'expropriation de biens fonciers dans le cadre d'une réforme foncière, pour réaliser des projets d'habitation, nationaliser des forêts ou pour le reboisement ainsi que pour l'exploitation touritique, sont fixés par la loi. Si celle-ci prévoit en pareil cas un paiement à tempérament, ils ne peut s'étendre sur plus de cinq ans. Dans cette hypothèse, les tranches sont égales et productives d'intérêt au taux le plus élevé prévu pour les dettes de l'Etat.

Si les terres nationalisées appartiennent à de petits agriculteurs ou sont sous exploitation directe, le prix est versé comptant.

Si la propriété foncière nationalisée n'est pas affectée à ce service public particulier ou si elle est laissée en l'état sans installation qui soit conforme aux fins de la nationalisation dans un délai de cinq ans, le propriétaire originel ou ses héritiers ont le droit de demander qu'elle leur soit restituée. Le délai, la procédure et les conditions d'exercice de ce droit sont fixés par la loi.

G. Nationalisation

Article 49 - Les entreprises privées revêtant un caractère de service public peuvent être nationalisées lorsque l'intérêt public l'exige et à condition que la valeur vénale soit payée en espèces, comptant et sans déduction.

IV. Libertés de travail et de contrat

A. Liberté de travailler, de contracter et de choisir une profession

Article 50 - Tout individu travaille dans le domaine de son choix ; il jouit de la liberté de travailler, de contracter et de choisir une profession.

Ces libertés ne peuvent être restreintes que par la loi et dans l'intérêt du public.

B. Liberté des entreprises privées

Article 51 - Les entreprises privées jouissent de la liberté d'établissement.

La loi ne peut restreindre la liberté des entreprises privées que dans l'intérêt public, pour les besoins de l'économie nationale et dans des buts sociaux.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'Etat met tout en oeuvre pour que les entreprises privées fonctionnent dans la sécurité et la stabilité.

V. Dispositions sur le travail

A. Droit et devoir de travailler

Article 52 - Toute personne a le droit et le devoir de travailler.

L'Etat veille à l'équilibre des intérêts dans les rapports entre salariés et employeurs ainsi qu'à la paix sociale.

L'Etat accorde la priorité aux mesures nécessaires à la création des conditons économiques qui favorisent le plein emploi.

B. Conditions de travail

Article 53 - Nul ne peut être affecté à un travail incompatible avec son âge, son sexe et ses capacités.

Les enfants et les femmes sont spécialement protégés en ce qui concerne leurs conditions de travail.

C. Droit au repos

Article 54 - Tout travailleur a droit au repos.

La loi réglemente l'exercice du droit au repos hebdomadaire, aux jours fériés et aux congés annuels rémunérés.

D. Droit de fonder des syndicats

Article 55 - Les salariés et les employeurs ont le droit de fonder des syndicats et des unions syndicales sans autorisation préalable en vue de défendre et de promouvoir leurs droit et intérêts économiques et sociaux dans les relations de travail. Chacun est libre d'adhérer à un syndicat et d'en démissionner.

Nul ne peut être contraint à devenir ou à rester membre d'un syndicat ou à en démissionner.

Les salariés et les empoyeurs ne peuvent être membres de plus d'un syndicat.

Le statut, la direction et le fonctionnement des syndicats ne doivent pas enfreindre les principes démocratiques.

E. Activités syndicales

Article 56 - Les syndicats, outre qu'ils ne peuvent contrevenir aux motifs généraux de restriction énoncés à l'article 12, ne peuvent poursuivre des objectifs politiques, se livrer à des activités politiques, soutenir ou être soutenus par des partis politiques, ni collaborer à cette fin avec des fondations et des organisations professionnelles de caractère public.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le contrôle administratif et financier ainsi que les ressources et dépenses des syndicats sont réglementés par la loi. Les cotisations syndicales sont versées directement par le membre.

L'activité syndicale ne saurait relever de l'obligation d'accomplir son travail.

Les syndicats ne peuvent utiliser leurs revenus qu'à la réalisation de leurs objectifs. Ils déposeront les fonds de grève et de lockout prévus par leurs statuts dans des banques nationales.

VI. Droit de négociation collective, de grève et de lock-out

A. Droit de négociation collective

Article 57 - Les salariés et les employeurs ont le droit de conclure des conventions collectives en vue de fixer les salaires et les conditions de travail.

Les procédures à suivre pour la conclusion de conventions collectives sont fixées par la loi.

Les conventions collectives ne peuvent comporter de clauses contraires à la loi ou de nature à la modifier ou à l'abroger.

Il ne peut être conclu plus d'une convention collective pour un même lieu de travail et une même période.

B. Droit de grève et de lock-out

Article 58 - Dans le cadre de la négociation de conventions collectives, les parties jouissent des droits de grève et de lock-out. Les procédures et conditions d'exercice de ces droits sont fixées par la loi.

Les droits de grève et de lock-out ne peuvent être exercés d'une manière contraire aux principes de probité ou préjudiciable à la collectivité ou à la richesse nationale.

Le syndicat est responsable des dommages causés sur le lieu de travail pendant la grève.

Les conditions d'interdiction et de report des grèves et des lock-outs sont fixées par la loi.

Le Conseil supérieur d'arbitrage statue sur les différends provoqués nés de l'interdiction ou du report d'une grève ou d'un lock-out.

Les grèves et lock-outs à but politique, les grèves et lock-outs de solidarité, les grèves et lock-outs généraux, l'occupation des lieux de travail, la résistance et la réduction de la production sont interdits. Les sanctions encourues pour de tels actes sont fixées par la loi.

Ceux qui ne participent pas à la grève et continuent à exercer leurs fonctions sur leur lieu de travail ne doivent en aucune façon être empêchés.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

C. Interdiction des grèves et des lock-outs dans les petites entreprises

Article 59 - Les conventions collectives et les grèves et lock-outs ne sont pas autorisés dans les petites entreprises employant au plus dix salariés. Le Conseil des Ministres fait connaître, à l'occasion des conventions collectives, les conditions de travail applicables à ces salariés.

VII. Organisation de la vie économique et sociale

A. Contrôle des marchés

Article 60 - L'Etat aide l'entreprise privée à développer utilement ses activités dans les conditions de la concurrence et empêche la monopolisation et la cartélisation du jeu qui résulteraient d'accords ou des forces du marché.

B. Protection des consommateurs

Article 61 - L'Etat adopte des mesures destinées à protéger et à informer les consommateurs et à encourager leurs initiatives dans ce sens.

C. Salaires, traitements et aide sociale

Article 62 - Les salaires et traitements constituent la rémunération du travail.

L'Etat veille à ce que les salaires, traitements, primes et prestations sociales soient proprotionnels à la durée, à la productivité, à la valeur et aux caractéristiques du travail.

Lors de la fixation du salaire minimal sont prises en compte la force économique du pays et les caractéristiques sociales et économiques des régions et des branches d'activité.

Afin de protéger le niveau de vie des travailleurs, l'Etat adopte les mesures nécessaires pour préserver la stabilité des prix.

L'Etat adopte les mesures qui s'imposent pour supprimer d'une manière équitable les inégalités de salaires, traitements et prestations sociales des travailleurs et en particulier des employés et des ouvriers des institutions et établissements de droit public.

VIII. Santé, environnement et logement

Article 63 - L'Etat a le devoir de veiller à ce que les citoyens mènent une vie physiquement et moralement saine, et d'aménager l'environnement dans ce but.

L'Etat s'acquitte de ce devoir en contrôlant et en soutenant les services médicaux et d'aide sociale des secteurs public et privé et en encourageant la création de nouveaux établissements dans ce domaine.

Les citoyens participent aux dépenses médicales de l'Etat en cotisant à une assurance médicale générale. L'Etat accorde son aide en acquittant les frais d'assurance des familles pauvres et économiquement faibles qui ne peuvent les verser. La participation aux dépenses et l'aide de l'Etat sont réglementées par la loi.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

B. Protection de l'environnement

Article 64 - Tout individu a le droit de vivre dans un environnement naturel équilibré et sain. L'Etat prend les mesures qui s'imposent pour empêcher toute pollution et pour protéger et mettre en valeur le milieu naturel.

C. Droit au logement

Article 65 - L'Etat prend les mesures nécessaires pour faire face aux besoins en logements dans le cadre d'une planification qui tient compte des cacractéristiques des villes et de l'environnement.

IX. Droit à la sécurité sociale

Article 66 - Tout individu a droit à la sécurité sociale.

L'Etat prend les mesures et met en place les structures nécessaires.

B. Droit des invalides à une protection

Article 67 - L'Etat prend les diverses mesures indispensables à la protection des invalides et à leur adaptation à la vie sociale et met en place les équipements nécessaires.

C. Droit des personnes âgés à une protection

Article 68 - Les personnes âgées sont protégées par l'Etat. L'aide que l'Etat leur accorde ainsi que leurs autres droits et avantages sont fixés par la loi.

D. Citoyens turcs résidant à l'étranger

Article 69 - L'Etat prend les mesures nécessaires à l'unité des familles des citoyens turcs vivant à l'étranger, aux beoins éducatifs et culturels de leurs enfants, prévoit pour eux une sécurité sociale, préserve leurs liens avec la mère patrie et leur vient en aide lors de leur retour au pays.

E. Protection de la jeunesse

Article 70 - L'Etat prend les mesures nécessaires pour assurer la formation et l'épanouissement de la jeunesse à qui sont confiées notre indépendance et notre République, à la lumière de la science positive et dans le cadre des principes d'Atatürk, et l'aide pendant ses études.

L'Etat prend les mesures nécessaires pour protéger la jeunesse contre l'acoolisme, tous les types de drogues et de stupéfiants, la criminalité, le jeu et l'ignorance.

F. Défense du sport

Article 71 - L'Etat met tout en oeuvre pour améliorer la santé physique et morale des citoyens turcs de tous âges et pour développer le sport parmi les masses.

X. Sauvegarde des valeurs historiques et culturelles

Article 72 - L'Etat veille à la protection des valeurs historiques et culturelles et prend toutes les mesures d'encouragement et de soutien à cette fin.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

XI. Protection des arts et des artistes

Article 73 - L'Etat protège les activités artistiques et les artistes. Il met tout en oeuvre pour protéger et encourager les oeuvres d'art et les artistes.

XII. Etendue des droits économiques et sociaux

Article 74 - L'Etat exerce, dans les domaines économique et social, les devoirs prescrits par la Constitution dans les limites de ses ressources financières et en veillant à préserver la stabilité économique.

CHAPITRE QUATRE

DROITS ET DEVOIRS POLITIQUES

I. Nationalité turque

Article 75 - Tout individu lié à l'Etat turc par les liens de la nationalité est turc.

L'enfant de père ou de mère turcs est turc. La nationalité d'un enfant de mère turque et de père étranger est déterminée par la loi.

La nationalité s'acquiert dans les conditions prévues par la loi et ne se perd que dans les circonstances prévues par elle.

Aucun Turc ne peut être déchu de sa nationalité sauf s'il commet un acte incompatible avec la loyauté envers l'Etat et la mère patrie.

Il ne peut être fait obstacle au droit d'ester en justice dans les affaires emportant déchéance de la nationalité.

II. Droit d'être électeur, d'être élu et de se livrer à une activité politique

Article 76 - Les citoyens ont le droit, conformément aux conditions fixées par la loi, d'être électeur, d'être élu et de se livrer à une activité politique indépendante ou au sein d'un parti politique.

Les élections sont libres ; elles ont lieu selon le principe de l'égalité, au scrutin secret et direct et au suffrage universel, le dépouillement étant public.

Tous les citoyens turcs ayant 21 ans révolus ont le droit de vote.

L'exercice de ces droit est réglementé par la loi.

III. Dispositions relatives aux partis politiques

Article 77 - Les citoyens ont le droit de créer des partis politiques et, conformément aux règles et procédures en vigueur, de s'y affilier ou de s'en retirer.

Les partis politiques sont des entités indispensables de la vie politique d'une démocratie.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Les partis politiques sont fondés sans autorisation préalable et exercent librement leurs activités dans le respect des dispositions de la Constitution et des lois.

Les statuts et programmes des partis politiques ne peuvent être contraires aux principes de l'intégrité indivisible de l'Etat avec son territoire et son peuple, des droits de l'homme, de la souveraineté nationale et de la république démocratique et laïque.

Il ne peut être créé de partis politiques ayant pour objet de préconiser et d'instaurer en Turquie un régime fondé sur des distinctions de classe ou de catégorie, le communisme, le fascisme, la théocratie ou toute autre forme de dictature.

B. Principes que les partis politiques doivent respecter

Article 78 - Les partis politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, ne peuvent pas s'engager dans des activités étrangères à leurs statuts et à leurs programmes. Ils sont également soumis aux restrictions prévues à l'article 13 de la Constitution sous peine d'être définitivement dissous.

Les partis politiques ne peuvent collaborer, matériellement ou intellectuellement, dans le but de défendre et de promouvoir leur politique, avec des associations, syndicats, fondations ou organisations professionnelles à caractère public.

Le fonctionnement interne des partis politiques ne peut être contraire aux principes de la démocratie.

Les partis politiques rendent compte de leurs ressources et de leurs dépenses à la Cour Constitutionnelle.

C'est au procureur général de la République qu'il appartient de contrôler en priorité la conformité aux dispositions constitutionnelles et législatives, des statuts et programmes des partis politiques nouvellement fondés et de la qualité juridique de leurs fondateurs. Le procureur général de la République contrôle aussi en permanence les activités des partis politiques.

La Cour constitutionnelle est l'autorité compétente pour prononcer la dissolution des partis politiques sur demande du Procureur général de la République.

Les fondateurs et les membres des organes directeurs des partis dissous qui, dans l'arrêt de dissolution de la Cour constitutionnelle, sont reconnus comme étant à l'origine de la dissolution en raison de leurs actes et déclarations, ne peuvent fonder de nouveaux partis, fût-ce sous des dénominations et avec des programmes différents, ni assumer des fonctions de direction ou de contrôle dans ceux déjà établis.

La création et le fonctionnement ainsi que le contrôle et la dissolution des partis politiques sont réglementés par la loi dans le cadre des dispositions précitées.

TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

IV. Droit d'accéder à la fonction publique

A. Accession à la fonction publique

Article 79 - Tout Turc a le droit d'accéder à la fonction publique.

Aucune autre discrimination ne peut être faite en vue du recrutement que celle relative aux qualifications requises pour l'accomplissement du service.

B. Déclaration de biens

Article 80 - La loi fixe les conditions et la fréquence des déclarations de biens pour les personnes qui entrent dans la fonction publique. Ceux qui exercent des fonctions ausein des organes législatifs et exécutifs ne sont pas dispensés de cette obligation.

V. Service civique

Article 81 - Tout Turc a le droit et l'obligation d'accomplir un service civique. La loi fixe les modalités du respect de cette obligation dans les forces armées ou dans les services publics.

VI. Droit de pétition

Article 82 - Les citoyens ont le droit d'adresser par écrit aux autorités compétentes et à la Grande Assemblée nationale turque, individuellement ou collectivement, des pétitions et réclamations les concernant ou concernant le public.

Il est répondu par écrit à toute requête concernant une affaire individuelle.

L'étendue et la forme d'exercice de ce droit ainsi que les exceptions sont fixées par la loi.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ TÜSTAV

TITRE TROIS

ORGANES FONDAMENTAUX DE LA REPUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

DU LEGISLATIF

I. La Grande Assemblée nationale turque

A. Composition

Article 83 - La Grande Assemblée nationale turque se compose de quatre cents députés élus par le peuple au suffrage universel.

B. Eligibilité

Article 84 - Est éligible comme député tout Turc ayant 30 ans révolus.

Quiconque a moins de huit ans de scolarité, est interdit, n'a pas accompli son service militaire alors qu'il en a l'obligation et qu'il n'en est pas exempté, est interdit de la fonction publique, a été condamné à une peine de réclusion ou de prison de six mois au moins, sauf pour délits de négligeance, a été condamné pour des infractions telles que détournement de fonds, concussion, corruption, vol, escroquerie, faux, abus de confiance, banqueroute frauduleuse, contrebande, collusion à l'occasion d'adjudication, divulgation de secrets d'Etat, ou est déchu d'un ou de plusieurs de ses droits et libertés fondamentaux, en application de l'article 13, ne peut être élu député même s'il a ultérieurement, bénéficié d'une grâce.

La loi détermine dans quelles conditions les agents de la fonction publique peuvent se porter candidats à la députation.

Les juges, officiers, sous-officiers et agents civils de la sécurité ne peuvent être candidats et ne peuvent être élus sans avoir au préalable donné leur démission.

II. Fonctions et pouvoirs de la Grande Assemblée nationale turque

A. Dispositions générales

Article 85 - La Grande Assemblée nationale turque a pour attribution d'adopter, de modifier et d'abroger les lois ; d'autoriser le Conseil des Ministres à prendre des décrets-lois sur des sujets déterminés ; de discuter et d'adopter

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

les projets de lois de finances et de clôture des comptes de l'Etat ; de décider l'émission de la monnaie, de déclarer la guerre ; de ratifier les traités internationaux ; de prononcer des grâces et des amnisties pour les personnes condamnées pour des actes autres que ceux visés à l'article 13 de la Constitution ; d'exercer les autres pouvoirs et fonctions prévus à d'autres articles de la Constitution.

B. Autorisation du Conseil des Ministres à prendre des décrets

Article 86 - La Grande Assemblée nationale turque peut autoriser le Conseil des Ministres à prendre des décrets.

La loi d'autorisation indique le but, la portée et les principes du décret qui sera pris, la durée de validité de la loi et si elle autorise le Conseil des Ministres à prendre plus d'un décret dans ladite période.

La démission du Conseil des Ministres, celle du ministre intéressé ou l'achèvement de la législature n'emportent pas nécessairement expiration du pouvoir accordé pour une période déterminée.

Dans le cas où elle ratifie le décret avant l'expiration du délai prescrit, la Grande Assemblée nationale turque indique si l'autorisation prend fin ou est maintenue jusqu'à expiration du délai.

Les dispositions relatives aux décrets pris par le Président de la République et le Conseil des Ministres en cas d'état d'exception sont réservées.

Les décrets prennent effet du jour où ils paraissent au Journal officiel. Ils peuvent toutefois stipuler eux-mêmes qu'ils entreront en vigueur à une date ultérieure.

Les décrets sont soumis à la Grande Assemblée nationale turque le jour où ils sont publiés au Journal officiel.

Les projets de loi d'autorisation et les décrets pris en vertu desdits projets sont examinés par l'Assemblée plénière et au sein des commissions intéressées par priorité et avec la procédure d'urgence.

Les décrets qui ne sont pas soumis à la Grande Assemblée nationale turque à la date où ils sont publiés deviennent caducs à cette date ; ceux qui sont rejetés deviennent caducs à la date à laquelle les décissions les concernant paraissent au Journal officiel. Les dispositions modifiées des décrets adoptés avec amendements prennent effet du jour où ces derniers paraissent au Journal officiel.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

C. Ratification des traités internationaux

Article 87 - La ratification des traités conclus avec des Etats étrangers et des organisations internationales pour le compte de la République turque est soumise à l'approbation de la Grande Assemblée nationale turque, qui revêt la forme d'une loi.

Les traités qui régissent les relations économiques, commerciales ou techniques et qui n'auront pas effet plus d'un an peuvent être promulgués directement à condition qu'ils ne comportent pas un engagement financier pour l'Etat et ne portent pas atteinte à la condition des individus et aux droits de propriété des citoyens turcs en territoire étranger. En pareil cas, ces traités sont portés à connaissance de la Grande Assemblée nationale turque dans les deux mois qui suivent leur promulgation.

Les accords conclus pour la mise en oeuvre d'un traité international, et les traités d'ordre économique, commercial, technique ou administratif conclus en vertu de pouvoirs accordés par la loi n'ont pas à recueillir l'approbation de la Grande Assemblée nationale turque, à cette réserve près que les traités économiques, commerciaux ou relatifs aux droits de l'individu conclus en conformité aux dispositions du présent alinéa ne peuvent entrer en vigueur sans avoir été publiés.

Les dispositions du premier alinéa s'appliquent à tous les traités entraînant des amendements à la législation turque.

les traités internationaux dûment mis en vigueur ont force de loi. La Cour constitutionnelle ne peut être saisie d'aucun recours pour inconstitutionnalité les concernant.

D. Autorisation de recourir aux forces armées

Article 88 - Le pouvoir de déclarer la guerre dans les cas considérés comme légitimes par le droit international et, hormis les cas relevant de traités internationaux auxquels la Turquie est partie ou des règles de la courtoisie internationale, d'envoyer des forces armées turques en territoire étranger et d'aider les forces armées étrangères appartient à la Grande Assemblée nationale turque.

En cas d'attaque armée subite dirigée contre le pays et nécessitant le recours immédiat aux forces armées, le Président de la République peut aussi décider que les forces armées turques utilisent les armes.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

III. Durée du mandat de la Grande Assemblée nationale turque

Article 89 - Les élections à la Grande Assemblée nationale turque ont lieu tous les cinq ans.

L'Assemblée peut décider de procéder à de nouvelles élections avant l'expiration de cette période. Les députés dont le mandat vient à expiration sont rééligibles.

L'Assemblée continue à exercer ses pouvoirs jusqu'à la réunion de la nouvelle Assemblée.

IV. Ajournement des élections à la Grande Assemblée nationale et élections partielles

Article 90 - Lorsque de nouvelles élections ne peuvent avoir lieu à cause de la guerre, de l'état de siège ou l'état d'exception, la Grande Assemblée nationale turque peut décider d'ajourner les élection d'un an.

Pour les mêmes raisons, le Président de la République peut aussi demander à la Grande Assemblée nationale turque d'ajourner d'un an ces élections.

Des élections partielles ont lieu en cas de vacances dans les rangs de la Grande Assemblée nationale turque. Des élections partielles ont lieu en principe une fois par législature. Des élections partielles ne peuvent avoir lieu moins de trente mois après les dernières élections générales. Toutefois, dans le cas où le nombre des vacances atteint cinq pour cent de la totalité des pièges, il peut être décidé de procéder à des élections partielles dans les trois mois.

En tout état de cause, il ne peut y avoir d'élections partielles un an avant les élections générales.

Le Président de la République ne peut demander l'ajournement des élections un an avant les élections présidentielles.

V. Organisation et contrôle des élections

Article 91 - Il appartient à la Haute Commission électorale de mettre en oeuvre et de veiller à ce que soit respectées toutes les procédures nécessaires à la conduite équitable et ordonnée des élections, qui doivent se dérouler entièrement sous la direction et le contrôle des organes judiciaires : d'examiner et de se prononcer en dernier ressort sur toutes les irrégularités, plaintes et objections se rapportant aux élections pendant et après celles-ci et de certifier la validité des résultats.

Les attributions et les pouvoirs de la Haute Commission électorale et des autres commissions électorales sont réglementés par la loi.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La Haute Commission électorale se compose de sept membres titulaires et de quatre membres suppléants. Six de ses membres sont élus par l'Assemblée générale de la Cour de cassation et cinq par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat en leur sein, au scrutin secret et à la majorité absolue de leur session plénière. Ces membres élisent à leur tour en leur sein, au scrutin secret et à la majorité absolue, un président et un vice-président.

Les membres suppléants de la Haute Commission électorale sont désignés par tirage au sort, deux d'entre eux faisant partie des membres choisis par la Cour de cassation et les deux autres de ceux choisis par le Conseil d'Etat. Le Président et le vice-président de la Haute Commission électorale sont exclus du tirage au sort.

VI. Dispositions régissant la composition de la Grande Assemblée nationale turque

A. Représentation de la nation

Les membres de la Grande Assemblée nationale turque représentent l'ensemble de la nation et non leurs électeurs ou circonscriptions électorales.

B. Prestation de serment

Article 93 - Les membres de la Grande Assemblée nationale turque prêtent serment dans les termes suivants lors de leur entrée en fonctions :

"Je jure sur l'honneur de défendre l'indépendance de l'Etat et l'intégrité de la patrie et la nation, la souveraineté nationale sans conditions ni réserves ; de ne pas m'écarter de l'idéal d'assurer à chaque individu les libertés et droits fondamentaux de l'homme sous le signe de la paix publique, de la solidarité nationale et de la justice sociale ; de rester fidèle aux principes de la République démocratique et laïque qui garantissent la prééminence du droit.

C. Activités incompatibles avec la qualité de membre

Article 94 - Les membres de la Grande Assemblée nationale turque ne peuvent occuper des emplois dans les services ministériels ou autres organes constitués ni dans des entreprises ou sociétés dans lesquelles l'Etat ou d'autres organes constitués ont une participation directe ou indirecte, ni dans les conseils d'administration et autres organes des établissements d'utilité publique dont les revenus proviennent de sources privées, qui jouissent de facilités spéciales et sont exonérés d'impôts par l'Etat ; ils ne doivent pas non plus soumissionner, directement ou indirectement, de la part de ces organes pas plus qu'ils ne doivent assumer la représentation de l'une ou l'autre des parties aux différends concernant ceux-ci et servir d'arbitre dans lesdits différends.

Les membres de la Grande Assemblée nationale turque ne peuvent être nommés aux emplois publics ou privés nécessitant la recommandation, la proposition, la nomination ou l'approbation d'un organe exécutif. L'acceptation par un membre sur proposition du Conseil des Ministres d'une mission temporaire définie et dont la durée n'excède pas six mois est subordonnée à l'aval de la Grande Assemblée nationale turque.

La loi fixe le régime des autres incompatibilités avec la qualité de membre de la Grande Assemblée nationale turque.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

D. Immunités parlementaires

Article 95 - Aucun membre de la Grande Assemblée nationale turque ne peut voir sa responsabilité engagée en raison des votes et paroles, idées et opinions exprimés par lui dans l'exercice de ses fonctions ni pour leur répétition et leur diffusion en dehors de l'Assemblée.

Aucun membre de la Grande Assemblée nationale turque ne peut être arrêté, détenu, interrogé ou jugé pour une infraction commise avant ou après les élections qu'avec l'autorisation de l'Assemblée. La présente disposition ne s'applique pas en cas de flagrant délit pour lequel il encourt une lourde peine. L'autorité compétente doit toutefois, dans cette hypothèse, informer l'Assemblée directement et sans délai.

L'exécution d'une sanction pénale prononcée à l'encontre d'un membre de l'Assemblée avant ou après son élection est suspendue jusqu'à la cessation de sa qualité de membre. La prescription ne court pas pendant la durée du mandat.

Les poursuites pénales à l'encontre d'un membre réélu sont subordonnées à une nouvelle levée de son immunité par l'Assemblée.

Les groupes politiques parlementaires ne peuvent débattre de l'immunité parlementaire ni prendre une décision à son sujet.

E. Perte de la qualité de membre

Article 96 - Tout membre de la Grande Assemblée nationale turque perd cette qualité s'il est condamné définitivement par un tribunal compétent pour une infraction entraînant son inéligibilité, s'il démissionne, est interdit, accepte un emploi incompatible avec cette qualité ou si l'Assemblée décide de le déchoir de son mandat pour non-participation, sans autorisation ou excuse valable et pour une période continue de 45 jours, aux travaux parlementaires.

Un membre de l'Assemblée nationale turque qui se retire de son parti termine son mandat en qualité de membre indépendant de l'Assemblée. S'il entre dans un nouveau parti ou prend des fonctions au Conseil des Ministres, son mandat prend fin.

Le mandat d'un membre de l'Assemblée dont le parti est dissous par la Cour constitutionnelle prend fin à la date de publication de la décision de celle-ci.

F. Demande d'invalidation

Article 97 - En cas de levée de l'immunité parlementaire d'un membre ou de sa révocation définitive après vote de l'Assemblée, l'intéressé, comme tout autre membre de la Grande Assemblée nationale turque peut, dans la semaine qui suit la décision, demander à la Cour constitutionnelle d'annuler cette décision pour inconstitutionnalité ou parce qu'elle est contraire aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée. La Cour constitutionnelle statue dans la quinzaine qui suit sa saisine.

G. Emoluments et indemnités

Article 98 - Les émoluments et indemnités des membres de la Grande Assemblée nationale turque sont précisés par voie législative.

Il ne peut être payé par anticipation plus de trois mois d'émoluments et d'indemnités.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

VII. Dispositions régissant les activités de la Grande Assemblée nationale turque

A. Convocation et ajournement

Article 99 - La grande Assemblée nationale turque se réunit d'office chaque année le premier jour du mois de septembre.

L'année législative s'inaugure par un discours d'ouverture du Président de la République.

La Grande Assemblée nationale turque peut se mettre en vacances pour une période n'excédant pas trois mois par an. Entre les sessions ou pendant les vacances, elle peut être convoquée par le Président de la République, de sa propre initiative ou à la demande du Conseil des Ministres.

Le Président peut lui aussi, de sa propre initiative ou à la demande d'un cinquième des membres, convoquer l'Assemblée.

Lorsqu'elle est convoquée entre les sessions ou pendant les vacances, la Grande Assemblée nationale turque débat en premier lieu des questions qui ont fait l'objet de la convocation.

B. Bureau de l'Assemblée

Article 100 - Le Bureau de la Grande Assemblée nationale turque comprend le président de l'Assemblée, les vice-présidents, les secrétaires et les hauts fonctionnaires.

Le Bureau de l'Assemblée est composé de manière à représenter proportionnellement chaque groupe politique parlementaire.

Le Président de la Grande Assemblée nationale turque est élu par l'Assemblée, au scrutin secret, pour la durée de la législature, à la majorité des deux-tiers de la session plénière pour les deux premiers tours de scrutin et à la majorité absolue au troisième tour. Dans le cas où la majorité absolue n'est pas atteinte au troisième tour de scrutin, il est procédé à un quatrième tour entre les deux candidats qui auront obtenu les votes les plus favorables au scrutin précédent. Au quatrième tour, c'est le candidat qui obtient le plus de voix qui est élu président.

Pour les vice-présidents, secrétaires et hauts fonctionnaires, deux élections ont lieu par législature. Les élus à la première élection ont un mandat de deux ans tandis que les élus à la deuxième élection ont un mandat de trois ans. Les majorités, le nombre de tours et les modalités de ces élections sont fixés par le règlement intérieur.

Le Président ne peut prendre part aux activités du parti ou groupe politique auquel il appartient tant au sein qu'en dehors de la Grande Assemblée nationale turque ; le Président et les vice-présidents ne peuvent participer à ses débats, sauf lorsque leurs fonctions l'exigent. Le Président ne vote pas.

C. Règlement intérieur, groupes politiques parlementaires et règles disciplinaires

Article 101 - La Grande Assemblée nationale turque exerce ses activités conformément au règlement intérieur qu'elle se donne.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le règlement intérieur est conçu de manière à assurer la participation de chaque groupe politique aux travaux de l'Assemblée proportionnellement à sa représentation en son sein. Chaque groupe parlementaire comprend au moins 20 membres.

Le Président de l'Assemblée est chargé de faire appliquer les règles disciplinaires de l'Assemblée.

D. Quorum des réunions et des résolutions

Article 102 - Sauf dispositions contraires de la présente Constitution, le tiers de la majorité de la session plénière est le quorum requis pour une réunion de l'Assemblée nationale turque, et la majorité absolue des membres présents celui d'une décision, sans toutefois pouvoir dans ce cas être inférieur au quart de la majorité de la session plénière.

E. Publicité et publication des débats

Article 103 - Les débats de la Grande Assemblée nationale turque sont publics et leur compte rendu intégral est publié au journal officiel de l'Assemblée.

Sous réserve des dispositions du règlement intérieur, l'Assemblée peut siéger à huis clos, la publication des débats étant alors subordonnée à sa décision.

La publication du compte rendu des débats publics ne doit être empêchée par aucun moyen.

VIII. Modes de contrôle de la Grande Assemblée nationale turque

A. Généralités

Article 104 - La Grande Assemblée nationale turque exerce son contrôle par des questions, des enquêtes parlementaires, des débats généraux, des interpellations et des motions de censure.

Les questions peuvent être adressées au premier ministre et aux ministres qui répondent oralement ou par écrit au nom du gouvernement.

Les enquêtes parlementaires visent à obtenir des informations sur une question précise.

Les débats généraux sont des délibérations sur un sujet spécifique concernant la société et les activités de l'Etat et ont lieu lors des sessions plénières de la Grande Assemblée nationale turque.

La forme, la teneur et l'étendue des propositions relatives à des questions, des enquêtes parlementaires et des débats généraux ainsi que la forme de la réponse, du débat et de l'enquête qui s'ensuivent sont fixées par le règlement intérieur.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

B. Interpellation

Article 105 - La proposition d'interpellation est présentée au nom d'un groupe parlementaire ou lorsqu'elle rassemble au moins 20 signataires.

Elle est imprimée et diffusée aux députés dans les trois jours de sa présentation. L'inscription d'une interpellation à l'ordre du jour est débattue dans les dix jours qui suivent sa publication. Au cours de ces débats, un seul des signataires de la motion, un député de chaque groupe parlementaire et le premier ministre ou un ministre pour le compte du gouvernement peut prendre la parole.

La date à laquelle il sera débattu de l'interpellation est fixée en même temps que la décision d'inscrire la proposition à l'ordre du jour ; toutefois celle-ci ne peut être débattue avant que deux jours se soient écoulés après la décision de l'inscrire à l'ordre du jour et ne peut être remise à plus de sept jours.

La motion de censure motivée présentée au cours d'un débat sur une interpellation, ou la question de confiance par le gouvernement ne peuvent être mises aux voix que passé le délai d'un jour plein. La majorité absolue de la session plénière est requise pour renverser le gouvernement ou un ministre ; seules sont comptées les voix exprimées contre la confiance.

Les autres dispositions relatives à l'interpellation, à condition qu'elles répondent à un fonctionnement équilibré de l'Assemblée et aux conditions susmentionnées, sont fixées par le réglement intérieur.

C. Enquête parlementaire

Article 106 - Les demandes d'enquête parlementaire concernant le premier ministre ou d'autres ministres doivent être formulées par le dizième au moins de la majorité de la session plénière de la Grande Assemblée nationale turque. Celle-ci en débat et en décide dans le délai maximal d'un mois.

Dans le cas où elle décide d'ouvrir l'enquête, l'Assemblée choisit en son sein par tirage au sort une commission de quinze membres chargée de la conduire. Ladite commission rend compte de ses conclusions à l'Assemblée dans un délai de deux mois.

L'Assemblée examine d'urgence les conclusions et peut décider de déférer la question à la Haute Cour. La résolution de saisine de la Haute Cour est prise à la majorité absolue de la session plénière de la Grande Assemblée nationale turque.

Les groupes politiques parlementaires ne peuvent débattre des enquêtes parlementaires ni prendre de décision les concernant.

TÜRKIYE SOSYAL TARIH ARASTIRMA VAKFI

IX. Elaboration des lois

A. Droit de proposer une législation

Article 107 - L'initiative des lois appartient au Conseil des ministres et aux membres de la Grande Assemblée nationale turque.

Le Conseil des Ministres et les députés peuvent défendre la législation proposée devant les commissions compétentes de l'Assemblée.

B. Discussion et adoption des projets et propositions de lois

Article 108 - Les projets et propositions de lois sont examinés et adoptés par la Grande Assemblée nationale turque.

Les règles et principes relatifs aux questions et débats législatifs sont fixés par le règlement intérieur.

C. Promulgation des lois par le Président de la République

Article 109 - Le Président de la République promulgue les lois adoptées par la Grande Assemblée nationale turque dans les dix jours, après avoir pris l'avis du Conseil consultatif ; il retourne dans le même délai pour une nouvelle lecture à la Grande Assemblée nationale turque une loi qu'il désapprouve, dûment accompagnée de l'exposé des motifs de cette désapprobation. Toutefois, la durée de l'examen du Conseil consultatif n'entre pas dans ce délai. Les lois de finances et la Constitution ne tombent pas sous le coup de la présente disposition.

Au cas où la Grande Assemblée nationale turque vote à nouveau la loi ainsi retournée, le Président de la République la promulgue. Dans le cas où la Grande Assemblée nationale turque modifie la loi ainsi retournée, le Président de la République peut une fois de plus retourner la loi amendée à l'Assemblée.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

CHAPITRE DEUX

DE L'EXECUTIF

I. Le Président de la République

A. Qualifications et impartialité

Article 110 - Le Président de la République est élu pour un mandat de sept ans au sein des membres de la Grande Assemblée nationale turque ayant quarante ans révolus et possédant un diplôme universitaire ou parmi des citoyens turcs qui ont les mêmes qualifications et celles nécessaires pour être éligibles comme député. Le candidat à la présidence de la République doit aussi posséder la nationalité turque depuis dix ans au moins.

Les candidatures à la présidence de la République sont notifiées au Bureau de l'Assemblée dix jours avant le début des élections. Pour devenir candidat à la présidence de la République sans être membre de l'Assemblée, il faut recueillir le soutien du cinquième de la session plénière de l'Assemblée.

Nul ne peut être élu Président de la République deux fois de suite.

Le Président de la République rompt ses relations avec son parti et perd sa qualité de membre de la Grande Assemblée nationale turque.

Article 111 - Le Président de la République est élu au scrutin secret et à la majorité des deux tiers de la Grande Assemblée nationale turque. Les élections ne peuvent durer plus de vingt jours.

Dans le cas où la majorité n'est pas obtenue aux deux premiers tours qui doivent avoir lieu à cinq jours d'intervalle, au troisième tour de scrutin qui a lieu après un même intervalle, c'est le candidat qui recueille la majorité des voix qui est élu.

Dans le cas où la majorité requise ne peut être obtenue au troisième tour, un quatrième tour de scrutin a lieu entre les deux candidats qui ont recueilli le plus de voix au cours du scrutin précédent. Au quatrième tour, c'est le candidat qui obtient le plus grand nombre de suffrages qui est élu.

C. Prestation de serment

Article 112 - Le Président de la République prête le serment suivant lors de son entrée en fonctions ;

"En qualité de Président de la République, je jure sur l'honneur de combattre toute menace dirigée contre l'indépendance de l'Etat turc ou l'intégrité de la patrie et de la nation, de respecter et de défendre la souveraineté du peuple sans condition ni réserve ainsi que la Constitution, de rester fidèle aux réformes d'Atatürk, de ne pas m'écarter des principes de la démocratie fondée sur les droits de l'homme et des principes de l'Etat de droit, d'être toujours impartial et de tout mettre en oeuvre pour sauvegarder et exalter la gloire et l'honneur de la République turque et mener à bien la tâche qui m'est confiée."

D. Droits et pouvoirs

Article 113 - Le Président de la République est le Chef de l'Etat. En cette qualité, il représente la République turque et l'unité de la nation.

Le Président de la République veille au respect de la Constitution et à ce que les organes de l'Etat fonctionnent régulièrement et harmonieusement.

Le Président de la République convoque et préside le Conseil des Ministres s'il le juge bon, accrédite les représentants de l'Etat turc auprès des puissances étrangères, accrédite les représentants des Etats étrangers, ratifie et promulgue les traités internationaux, peut commuer la peine des individus âgés ou atteint d'une maladie chronique, ou d'une infirmité, ou les grâcier. Il donne l'ordre d'exécuter les peines capitales ou, usant de ses pouvoirs, de les commuer en réclusion à perpétuité.

Le Président de la République remplit aussi les devoirs et exerce les pouvoirs prescrits par la Constitution et les autres lois.

E. Immunités

Article 114 - Le Président de la République ne peut être tenu responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

Tous les actes du Président de la République, à l'exception de ceux qu'il conclut sans la signature du Premier Ministre et du ministre compétent conformément à la Constitution et aux autres lois, sont revêtus de la signature du Premier Ministre et du ministre intéressé ; le Premier Ministre et le ministre intéressé sont responsables de ces actes.

F. Responsabilité

Article 115 - Le Président de la République peut être inculpé de haute trahison sur proposition du tiers des membres composant la Grande Assemblée nationale turque ; sa condamnation exige une majorité des deux tiers.

G. Intérim du Président de la République

Article 116 - Le Président de la Grande Assemblée nationale turque assure l'intérim du Président de la République en cas d'empêchement ou d'absence temporaire de celui-ci pour maladie ou déplacement à l'étranger, jusqu'à son retour ; en cas de vacance de la Présidence de la République pour décès, démission ou pour toute autre raison, le Président de la Grande Assemblée nationale turque assure son intérim et exerce ses pouvoirs jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République.

H. Expiration du mandat du Président de la République et élection du nouveau Président

Article 117 - La Grande Assemblée nationale turque élit le nouveau Président de la République vingt jours avant l'expiration du mandat du Président sortant ou en cas de vacance. Dans l'un et l'autre cas, les candidatures à la Présidence de la République sont notifiées au Bureau de l'Assemblée dix jours avant le début des élections.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La Grande Assemblée nationale turque est convoquée immédiatement dans le cas où elle n'est pas en session.

Les conditions d'existence et les moyens à accorder aux anciens Présidents de la République sont fixés par la loi.

I. Le Conseil consultatif

1. Composition

Article 118 - Le Conseil consultatif est institué pour aider le Président de la République de ses avis.

Le Conseil se compose des membres suivants :

a. membres d'office : les anciens Présidents de la République, les anciens Présidents de la Cour Constitutionnelle et les anciens Chefs d'Etat-major général sont membres d'office du Conseil.

b. Vingt membres sont désignés par le Président de la République parmi des personnes qui se sont distinguées au service de l'Etat et de la nation.

c. Dix membres sont élus conjointement par les membres d'office et les membres désignés par le Président de la République parmi ceux qui possèdent les qualifications prévues à l'alinéa b.

A l'exception des membres d'office, la durée du mandat des membres du Conseil consultatif est de six ans à condition qu'ils n'aient pas plus de 75 ans ; les membres qui achèvent leur mandat peuvent être réélus.

2. Attributions

Article 119 - Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes :

a. instruire les questions indiquées par le Président de la République et exprimer un avis ;

b. exprimer un avis avant l'exercice, par le Président de la République, du pouvoir de renvoyer pour une nouvelle lecture les lois à la Grande Assemblée nationale turque conformément à l'article 109 de la Constitution.

3. Dispositions relatives aux membres du Conseil consultatif

a. Prestation de serment

Article 120 - Lors de leur entrée en fonctions, les membres du Conseil consultatif prêtent le serment prévu à l'article 93 de la Constitution.

b. Immunité

Article 121 - La responsabilité juridique des membres du Conseil consultatif n'est pas engagée pour les avis qu'ils expriment et les vôtes qu'ils émettent au cours des activités du Conseil et ils jouissent des immunités prévues à l'article 5 de la Constitution pour les membres de l'Assemblée législative.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

c. Activités incompatibles avec la qualité de membre

Article 122 - Les membres du Conseil consultatif ne pourront être employés par des personnes morales de droit public, étatiques ou autres, par des établissements ou institutions qui leur sont rattachés, ni par des entreprises ou sociétés auxquelles participent ou sont intéressés directement ou indirectement des personnes morales de droit public ; ils ne pourront, directement ou indirectement, s'engager à effectuer un travail à leur intention ni intervenir, lors de différends les concernant, en qualité de représentants, d'arbitres ou de mandataires.

d. Déchéance d'un membre

Article 123 - Tout membre du Conseil consultatif sera déchu de sa qualité en cas de démission, d'interdiction, d'acceptation d'un travail incompatible avec sa fonction, de condamnation à six mois ou davantage de réclusion ou de prison, sauf pour délits de négligence ou, par décision du Conseil, s'il a, pendant 45 jours au cours d'une année, été absent aux réunions sans autorisation ni excuse valable.

e. Emoluments et indemnités

Article 124 - Les émoluments et indemnités des membres du Conseil consultatif sont précisés par voie législative. Il ne peut être payé par anticipation plus de trois mois d'émoluments et d'indemnités.

4. Dispositions régissant les activités du Conseil consultatif

Article 125 - Le Président de la République est d'office Président du Conseil consultatif.

Le Conseil élit son Président et son Vice-président ; les autres membres du Bureau sont élus conformément au Règlement intérieur.

La durée du mandat du Bureau est de deux ans.

Le Conseil siège à la majorité absolue de ses membres et, sauf disposition contraire de son Règlement intérieur, décide à la majorité des membres présents.

Les sessions du Conseil sont fixées par le Règlement intérieur. Le Président de la République peut, lorsqu'il le juge nécessaire, réunir le Conseil.

Le Conseil exerce ses activités conformément au Règlement intérieur qu'il s'est donné.

II. Conseil des Ministres

A. Composition

Article 126 - Le Conseil des Ministres se compose du Premier Ministre et des ministres.

Le Premier Ministre est désigné par le Président de la République parmi les membres de la Grande Assemblée nationale turque ou les personnes éligibles comme députés ; le Président de la République peut mettre fin à ses fonctions dans les formes réglementaires.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Les ministres sont choisis par le Premier Ministre et nommés par le Président de la République parmi les membres de la Grande Assemblée nationale turque ou les personnes éligibles comme députés ; ils peuvent, le cas échéant, être démis de leurs fonctions par le Président de la République sur proposition du Premier Ministre.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

B. Entrée en fonctions et vote de confiance

Article 127 - La liste complète du Conseil des Ministres est soumise à la Grande Assemblée nationale turque. Si celle-ci est en vacances, elle est convoquée à cet effet.

Le Premier Ministre ou un des ministres donne lecture, devant la Grande Assemblée nationale turque, du programme du Conseil des Ministres dans la semaine qui suit sa formation, le programme faisant ensuite l'objet d'un vote de confiance. Les débats relatifs au vote de confiance commencent deux jours pleins après la lecture du programme, et le vote intervient un jour plein après la clôture des débats.

C. Vote de confiance pendant la durée du mandat

Article 128 - Le Premier Ministre peut, s'il le juge opportun, demander un vote de confiance à la Grande Assemblée nationale turque après en avoir discuté en Conseil des Ministres.

La question de confiance ne peut faire l'objet d'un débat qu'un jour plein après avoir été posée à l'Assemblée nationale, et le vote ne peut intervenir qu'un jour plein après la clôture du débat. La confiance ne peut être refusée que par la majorité absolue du total des membres.

D. Fonctions et responsabilités politiques

Article 129 - Le Premier Ministre définit la politique générale du Conseil des Ministres et l'applique en liaison avec les ministres. Le Conseil des Ministres est conjointement responsable de cette application.

Chaque ministre est également responsable de la conduite des affaires de son ressort ainsi que des actes et activités de ses subordonnés.

Les ministres jouissent des mêmes immunités et sont assujettis aux mêmes interdictions que les membres de la Grande Assemblée nationale turque.

E. Création des ministères et ministres

Article 130 - Les ministères sont créés et dissous par voie législative selon les principes énoncés par la loi.

En cas de congé ou d'absence pour raison valable de son titulaire, un ministère vacant peut être confié à un autre ministre. Toutefois, un ministre ne peut en aucun cas remplacer plusieurs de ses collègues.

Un ministre traduit devant la Haute Cour par décision de la Grande Assemblée nationale turque est déchu de sa qualité ministérielle.

Tout poste ministériel devenu vacant pour une raison quelconque est pourvu dans les quinze jours d'un nouveau titulaire.

F. Règlements

Article 131 - Le Conseil des Ministres peut édicter des règlements précisant la mise en oeuvre de la loi et en définissant les modalités, sous réserve qu'ils ne

soient pas contraires à la législation et qu'ils aient été examinés par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat est tenu de procéder à cet examen dans les deux mois.

Les règlements sont signés par le Président de la République et promulgués de la même façon que les lois.

G. Nouvelles élections à la Grande Assemblée nationale turque décrétées par le Président de la République

Article 132 - Si les Conseil des Ministres est renversé par un vote de défiance dans les conditions des articles 105 et 128 de la Constitution, le Premier Ministre peut demander au Président de la République d'ordonner de nouvelles élections.

Si le Premier Ministre renversé ne demande pas de nouvelles élections au sens du premier alinéa et que le nouveau Conseil des Ministres ne peut être formé dans les trente jours, le Président de la République peut, après consultation du Président de la Grande Assemblée nationale turque et du Président du Conseil consultatif, ordonner de nouvelles élections. La décision de nouvelles élections est publiée au Journal officiel et celles-ci ont lieu aussitôt.

III. Défense nationale

A. Fonctions de commandant en chef et de chef d'Etat-major général

Article 133 - La fonction de commandant en chef des forces armées, indissociable de la personnalité morale de la Grande Assemblée nationale turque, est exercée par le Président de la République.

Le Conseil des Ministres est responsable devant la Grande Assemblée nationale turque de la sécurité nationale et de la préparation des forces armées à un conflit.

Le chef d'Etat-major général commande les forces armées.

Le chef d'Etat-major général est nommé par le Président de la République sur proposition du Conseil des Ministres. Ses fonctions et ses pouvoirs sont définis par la loi. Le chef d'Etat-major général est responsable envers le Premier Ministre de l'exercice de ces fonctions et de ces pouvoirs.

Les fonctions et les pouvoirs du ministère de la défense nationale et ses relations avec le chef d'Etat-major général et les commandements des forces armées sont définis par la loi.

B. Conseil national de sécurité

Article 134 - Le Conseil national de sécurité, présidé par le Président de la République, est composé du Président de la Grande Assemblée nationale turque, du Président du Conseil de la République (1), du Premier Ministre, du chef d'Etat-major général, des ministres de la défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, des commandants des forces armées et, pour chaque réunion, des ministres désignés par le Président de la République en raison de leurs attributions.

---

(1) Jamais cité ailleurs sous ce nom (NDLT).

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'ordre du jour du Conseil national de sécurité est fixé par le Président de la République. Les décisions prises par le Conseil sont communiquées au Conseil des Ministres. Les décisions prises pour préserver l'existence et l'indépendance de l'Etat, l'intégrité et l'indivisibilité de la patrie et la tranquillité et la sécurité des citoyens se présentent, pour le Conseil des Ministres, sous forme de recommandations à mettre en oeuvre.

IV. Procédures de l'état d'exception

A. Etat d'exception

1. Proclamation de l'état d'exception pour cause de catastrophe naturelle ou de crise économique grave

Article 135 - En cas de catastrophe naturelle ou de crise économique grave, le Conseil des Ministres, réuni sous la présidence du Président de la République, peut décréter l'état d'exception dans une ou plusieurs régions ou dans l'ensemble du pays, sous réserve que la durée n'en dépasse pas six mois.

2. Proclamation de l'état d'exception ou d'atteintes graves à l'ordre public

Article 136 - Le Conseil des Ministres, réuni sous la présidence du Président de la République, peut également proclamer l'état d'exception dans une ou plusieurs régions ou dans tout le pays en cas d'indices sérieux et répétés de préparation d'actes de violence visant à détruire l'ordre démocratique ou les libertés et droits fondamentaux reconnus par la Constitution, ou d'atteintes graves à l'ordre public sous forme d'actes de violence, sous réserve que la durée n'en dépasse pas deux mois.

3. Règlement de l'état d'exception

Article 137 - En cas de proclamation de l'état d'exception conformément aux articles 127 et 128 de la Constitution, la décision est publiée au Journal officiel et immédiatement soumise pour approbation à la Grande Assemblée nationale turque. Si celle-ci est en vacances, elle est immédiatement convoquée. L'Assemblée peut modifier la durée de l'état d'exception ou, à la demande du Conseil des ministres, la prolonger, sous réserve que chaque prolongation ne dépasse pas deux mois.

En état d'exception fondé sur des motifs économiques, les obligations financières, patrimoniales et professionnelles imposées aux citoyens et, pour toutes les catégories d'état d'urgence, les modalités de restriction ou de suspension des droits et libertés fondamentaux au sens de l'article 14 de la Constitution, les autorités habilitées à prendre les mesures dictées par la situation et les pouvoirs dont elles sont investies, les modifications éventuellement apportées au statut des fonctionnaires et les procédures de l'état d'exception font expressément l'objet d'une loi sur l'état d'exception.

Pendant l'état d'exception, le Président de la République et le Conseil des Ministres peuvent conjointement prendre des décrets en application de la loi sur l'état d'exception, dans les domaines affectés par la situation. Ces décrets praissent au Journal officiel et sont, le même jour soumis pour approbation à l a Grande Assemblée nationale turque. Le calendrier et la procédure d'approbation sont définis par le Règlement intérieur de l'Assemblée.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

B. Etat de siège, préparatifs de défense, mobilisation et état de guerre

Article 138 - En cas de guerre, de situation rendant la guerre inévitable, d'insurrection ou de soulèvement violent et effectif dirigé contre l'Etat et la République ou de prolifération des actes de violence visant à détruire, de l'intérieur ou de l'extérieur l'intégrité du pays et de la nation ou à abolir l'ordre démocratique ou les droits et libertés fondamentaux reconnus par la Constitution, le Conseil des Ministres, sous la présidence de la République, peut, après avoir pris l'avis du Conseil national de sécurité, proclamer l'état de siège dans une ou plusieurs régions ou dans le pays tout entier, à condition que la durée n'en dépasse pas deux mois. Cette décision paraît aussitôt au Journal officiel et est, le jour même, soumise pour approbation à la Grande Assemblée nationale turque. Si l'Assemblée ne siège pas, elle est immédiatement convoquée. L'Assemblée nationale peut, si elle le juge nécessaire, lever l'état de siège ou en abréger ou étendre la durée.

La prolongation de l'état de siège, qui ne doit pas dépasser deux mois chaque fois, est subordonnée à une décision de la Grande Assemblée nationale turque.

Pendant l'état de siège, toutes les forces de sécurité passent sous le commandement du commandant de l'état de siège.

Le commandant de l'état de siège prend, dans le cadre de la loi pertinente, les mesures nécessaires, y compris la suspension des libertés et droits fondamentaux.

La loi précisera les dispositions applicables et les mesures à prendre en cas d'état de siège, de préparatifs de défense, de mobilisation ou de guerre, les modalités de restriction ou de suspension des libertés et, en cas de guerre ou de situation rendant la guerre inévitable, les obligations incombant aux citoyens.

V. Dispositions financières

A. Financement des dépenses publiques et Banque centrale de la République turque

1. Impôts et charges financières analogues

Article 139 - L'impôt est la participation de chacun aux dépenses publiques.

La répartition équitable et équilibrée de la charge fiscale constitue l'objectif social de la politique financière

L'impôt et les charges analogues sont fixés, modifiés ou supprimés par la loi.

Le pouvoir de modifier, dans le cadre des lois, les dispositions concernant les exemptions et exonérations fiscales ainsi que leur taux et leur montant peut être délégué au Conseil des Ministres.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

2. Emprunts

Article 140 - L'Etat et les personnes morales de droit public peuvent, dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi, conclure des accords de crédit et émettre des obligations.

Les ressources de la Banque centrale de la République turque ne doivent pas être utilisées pour faire face aux besoins de liquidités du trésor. La Banque centrale peut toutefois ouvrir au Trésor un compte d'avances à court terme sous réserve que le montant n'en excède pas 15 % des ouvertures totales de crédits du budget général de l'année en cours. Les avances obtenues l'année précédente sont déduites du montant calculé pour l'année en cours selon ce principe, et seule la différence est alors versée au Trésor.

3. Banque centrale de la République turque

Article 141 - Il incombe à la Banque centrale de la République turque de mettre en oeuvre les principes monétaires et fiduciaires définis par le Conseil des Ministres de la façon prévue par les plans de développement et les programmes annuels.

Le gouverneur de la Banque centrale de la République turque est nommé par le Président de la République.

La Banque centrale ne doit pas acquérir d'obligations émises par l'Etat, les établissements financiers publics, les municipalités et les administrations provinciales ; elle ne doit pas non plus, par des méthodes directes ou indirectes, inscrire à son actif les crédits ouverts par les banques au secteur public.

La Banque centrale procède à des opérations d'équilibrage des changes pour combattre les effets négatifs des mouvements de devises.

B. Budgets

1. Elaboration et exécution des budgets

Article 142 - Les dépenses de l'Etat et des personnes morales de droit public sont inscrites à des budgets couvrant un an au maximum.

La loi précise les modalités d'élaboration et d'exécution des budgets généraux et annexes, ainsi que des budgets des établissements financiers publics. Les budgets de ces derniers sont réunis en un seul budget récapitulatif détaillé.

La loi peut fixer des durées et des procédures particulières pour les investissements destinés aux plans de développement, ainsi que pour les travaux et services appelés à durer plus d'une année.

La loi de finances ne doit pas comporter de dispositions autres que celles relatives aux budgets ; elle ne doit pas contenir de dispositions qui, explicitement ou implicitement, modifient ou annulent les dispositions des lois en vigueur.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

2. Exercice financier

Article 143 - Pour les budgets généraux et annexes ainsi que pour ceux des municipalités et des administrations provinciales, le début de l'exercice est fixé par la loi.

Dans les établissements financiers du secteur public, le début de l'exercice budgétaire est le premier janvier.

3. Examen du budget

Article 144 - Le Conseil des ministres soumet à la Grande Assemblée nationale turque, trois mois au moins avant le début de l'exercice financier, les projets de budget général et de budget annexe, ainsi qu'un rapport sur les prévisions budgétaires nationales.

Les projets de budget et le rapport sont examinés par la Commission du budget, composée de 40 membres. Cette commission compte au moins 25 membres appartenant au(x) parti(s) au pouvoir. Les 15 membres restants se répartissent proportionnellement entre les autres groupes politiques et les indépendants.

Le texte adopté dans les deux mois par la Commission du budget est discuté et fait l'objet d'un vote à l'Assemblée nationale, avant le début de l'exercice financier.

Les membres de l'Assemblée nationale donnent, en séance plénière, leur avis sur les budgets des ministères et des services et les budgets annexes au cours de discussions portant sur l'intégralité de chaque budget. Les différents chapitres et les propositions d'amendement sont lus et mis aux voix sans délibération.

Les membres de l'Assemblée nationale ne peuvent, au cours de la discussion des projets de loi de finances en séance plénière, proposer des augmentations de dépenses ou des diminutions de recettes.

4. Budgets des municipalités, des administrations provinciales et des établissements financiers du secteur public

Article 145 - Les rapports sur les budgets récapitulatifs des municipalités et des administrations provinciales sont examinés par la Commission du budget pendant la discussion du budget du ministère de l'Intérieur.

Le projet de budget récapitulatif des établissements financiers du secteur public est soumis chaque année, au début de décembre, à la Commission du budget.

5. Principes régissant la modification des budgets en cours d'exercice

Article 146 - Les ouvertures de crédits prévues aux budgets généraux et annexes indiquent la limite des dépenses permises. Les budgets ne peuvent comporter aucune disposition permettant, par décision du Conseil des ministres, un

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

dépassement du montant des dépenses autorisé. Le Conseil des ministres ne peut être autorisé à modifier le budget par décret-loi. Il est obligatoire d'indiquer les ressources financières destinées à couvrir les dépenses qui découlent d'amendements supposant une augmentation des charges dans le budget de l'année en cours et des lois antérieures grevant les budgets courants.

C. Clôture des comptes

Article 147 - Les projets de loi concernant la clôture des comptes sont soumis par le Conseil des ministres à la Grande Assemblée nationale turque dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice auquel ils se rapportent à moins que la loi ne prévoie un délai plus court. La Cour des comptes communique son avis de conformité à la Grande Assemblée nationale turque dans les trois mois de la transmission à celle-ci du projet de loi sur la clôture des comptes auquel cet avis se rapporte.

Le projet de loi concernant la clôture des comptes est inscrit à l'ordre du jour de la Commission du budget, avec le projet de loi de finances de la nouvelle année. La Commission du budget soumet en même temps à l'Assemblée plénière le projet de loi de finances et le projet de loi relatif à la clôture des comptes. L'Assemblée plénière vote, après discussion, sur ce dernier projet en même temps que sur le projet de loi de finances de la nouvelle année.

Le fait que le projet de loi relatif à la clôture des comptes et l'avis de conformité sont communiqués à la Grande Assemblée nationale turque n'empêche pas le contrôle et la vérification des comptes pour l'année en question que la Cour des comptes n'a pu terminer, et ne signifie par qu'ils aient fait l'objet d'une décision.

D. Conseil économique et social

Article 148 - Le Conseil économique et social soumet au Conseil des ministres des propositions visant à assurer dans la stabilité le développement de l'économie nationale, à réaliser l'équilibre entre les politiques économique et sociale, à instaurer une coopération harmonieuse entre les différents secteurs de l'économie et à assurer l'équilibre et l'équité entre les rémunérations, les salaires, les indemnités et les prestations sociales des travailleurs. Le Conseil économique et social donne son avis au Conseil des ministres ou lui soumet de nouvelles propositions, notamment en ce qui concerne les projets et propositions de loi relatifs aux questions économique et sociales.

Le Conseil économique et social compte 15 membres : le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et de la Technologie, le ministre de l'Agriculture et des Forêts, le ministre du Travail, le directeur de l'Office gouvernemental de planification, le Gouverneur de la Banque centrale de la République turque, trois représentants des salariés et trois représentants des employeurs choisis respectivement par leurs organisations les plus représentatives, et trois membres nommés par le Président de la République parmi des experts en matière de finances, de politique sociale et de droit.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Les modalités de création et de fonctionnement du Conseil ainsi que le mandat et le statut de ses membres sont définis par la loi.

E. Conseil supérieur d'arbitrage

Article 149 - Le Conseil supérieur d'arbitrage statue à titre définitif sur les différends, d'office dans les cas prévus à l'article 58 de la Constitution, et à la demande d'une des parties ou du ministre du Travail en cas de grève ou de lock-out d'une durée de 60 jours.

Les parties peuvent également, d'un commun accord, saisir de leur différend le Conseil supérieur d'arbitrage avant de recourir à la grève ou au lock-out ou pendant la durée du ceux-ci.

Le Conseil supérieur d'arbitrage se prononce conformément aux principes énoncés à l'article 62 de la Constitution.

L'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur d'arbitrage sont fixés par la loi.

VI. Administration

A. Principes de l'administration

1. Intégrité et personnalité morale de droit public de l'administration

Article 150 - L'administration, qui constitue un tout par sa structure et ses fonctions, est définie par la loi.

L'organisation et les fonctions de l'administration reposent sur les principes de la centralisation et de la décentralisation.

Il n'est créé de personne morale de droit public qu'en vertu d'une loi ou d'un pouvoir expressément conféré par la loi.

2. Ordonnances

Article 151 - Les ministères et les personnes morales de droit public peuvent prendre des ordonnances pour assurer la mise en oeuvre des lois et règlements intéressant les domaines de leur compétence, sous réserve de conformité à ces textes.

Les ordonnances sont publiées au Journal officiel.

B. Commission nationale de contrôle

Article 152 - La Commission nationale de contrôle, rattachée à la Présidence de la République et créée pour garantir l'efficacité, la bonne marche et le développement des services publics dans le respect du droit, effectue, à la demande du Président de la République, tous les types d'examen, d'enquête et de contrôle dans tous les établissements et institutions publics et les établissements et institutions au capital desquels ils participent pour plus de moitié, dans les organisations professionnels ayant le caractère

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

d'institution publique, dans les associations professionnelles de salariés et d'employeurs de toutes catégories, ainsi que dans les associations et fondations d'intérêt public ; elle présente ses conclusions au Président de la République sous forme de rapport.

Les forces armées et les organes judiciaires échappent à la compétence de la Commission nationale de contrôle.

La Commission nationale de contrôle compte neuf membres ; ceux-ci et, notamment, leur président, sont nommés par le Président de la République parmi les personnes possédant les qualités prévues par la loi.

L'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale de contrôle ainsi que la mandat et le statut personnel des membres sont fixés par la loi.

C. Contrôle judiciaire de l'administration

Article 153 - Une action en justice peut être engagée contre les actes de l'administration.

Les actes du Président de la République qui, aux termes de la Constitution, sont sa seule compétence échappent au contrôle judiciaire. Dans les actions judiciaires engagées contre les actes de l'administration, le délai commence à courir à la date de la notification écrite.

Le pouvoir du judiciaire vis-à-vis de l'administration se limite à vérifier que les actes administratifs sont conformes au droit ; il ne peut être rendu de décision judiciaire ayant valeur d'acte administratif.

La loi peut, en période d'état d'exception, d'état de siège et de guerre, en particulier pour des motifs de sécurité nationale, d'ordre public et de santé publique, restreindre la possibilité de rendre des décisions ayant un effet suspensif.

La juridiction administrative ne peut rendre de décision ayant un effet suspensif dans les différends opposant l'administration et des fonctionnaires à propos de changements d'affectation ou de mutations ; elle est néanmoins tenue de statuer sur le fond dans un délai de deux mois.

L'administration est tenue de réparer les dommages résultant de ses actes.

D. Organisation

1. Administration centrale

Article 154 - Pour des raisons géographiques et économiques et compte tenu des nécessités des services publics, la Turquie est, sous l'angle de l'organisation administrative centrale, divisée en provinces (il), se décomposant à leur tour en unités administratives de second degré.

L'administration provinciale repose sur le principe de l'autonomie locale.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Il pourra être créé, pour renforcer l'efficacité et la coordination des services publics, des organismes autonomes englobant plusieurs provinces.

2. Collectivités locales

Article 155 - Les collectivités locales sont des personnes morales de droit public chargées de satisfaire aux besoins collectifs de la population des provinces, des municipalités ou des villages, et dont les organes directeurs sont élus par la population.

L'organisation, les fonctions et les attributions des collectivités locales sont réglées par la loi, conformément au principe de la décentralisation ; la loi peut prévoir des formes particulières d'administration pour les grandes agglomérations.

Les élections locales ont lieu tous les cinq ans, conformément aux principes énoncés à l'article 76 de la Constitution.

Le règlement des litiges portant sur l'acquisition de leur qualité par les organes élus des collectivités locales, ainsi que les décisions touchant la perte de cette qualité, sont du ressort des tribunaux. Le ministre de l'Intérieur peut toutefois, à titre provisoire et dans l'attente d'un jugement définitif, suspendre pour faute professionnelle les organes des collectivités locales ou les membres de ces organes faisant l'objet d'enquêtes ou de poursuites.

La création obligatoire ou volontaire d'associations de collectivités locales dans l'intérêt du service public est réglementée par la loi.

L'Etat dispose, dans le cadre des principes définis par la loi, d'un droit de contrôle sur les collectivités locales, dans le but d'assurer une certaine uniformité, de défendre les intérêts du public et de répondre comme il se doit aux nécessités locales.

E. Dispositions concernant les fonctionnaires et autres agents du secteur public

1. Principes généraux

Article 156 - Les qualifications, l'entrée en fonctions, la promotion, les devoirs, les droits, le salaire, les indemnités et d'une façon générale, le statut des fonctionnaires et autres agents du secteur public, à l'exception des ouvriers, qui s'acquittent de tâches dont l'exécution incombe à l'Etat ou à d'autres personnes morales de droit public, sont définis par la loi.

Les tâches fondamentales et permanentes découlant du service public qui incombent à l'Etat et aux autres personnes morales de droit public sont, sauf exceptions prévues par la loi, exécutées par des fonctionnaires.

Les fonctionnaires et autres agents du secteur public sont recrutés en fonction de leurs capacités et de leurs compétences et ils s'acquittent de leurs tâches dans un esprit d'équité et d'impartialité.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Les formalités et les principes régissant le recrutement et la destitution des fonctionnaires de rang supérieur feront l'objet d'une loi expresse.

2. Fonctions et responsabilités

Article 157 - Les fonctionnaires et autres agents du secteur public sont tenus d'agir dans l'intérêt du pays et dans le respect des lois et de la Constitution.

Ils sont responsables des préjudices subis par l'administration du fait d'une mauvaise exécution de leurs tâches.

2. Protection des fonctionnaires

Article 158 - En cas d'action disciplinaire intentée contre des fonctionnaires, d'autres agents du secteur public ou des agents d'organisations professionnelles ayant le caractère d'institution publique, les intéressés doivent avoir communication claire et par écrit des faits qui leur sont reprochés, être entendus et pouvoir présenter leur défense.

Il ne peut être infligé de sanction disciplinaire si ces conditions ne sont pas remplies.

Les décisions disciplinaires sont assujetties au contrôle des organes judiciaires.

Les dispositions applicables aux membres des forces armées et aux juges sont réservées.

4. Interdiction faite aux fonctionnaires et autres agents du secteur public d'adhérer à des partis politiques et à des syndicats

Article 159 - Les fonctionnaires et autres agents des établissements financiers du secteur public, à l'exception des ouvriers, ainsi que les personnes travaillant au siège d'associations ou de fondations d'intérêt public dont les sources de revenu et moyens particuliers sont assurés par la loi ne doivent pas adhérer à des partis politiques ou à des syndicats.

Il est interdit aux fonctionnaires, dans l'exercice de leurs fonctions, de pratiquer une quelconque discrimination entre les citoyens en raison de leurs convictions politiques.

Ceux que les tribunaux reconnaissent coupables d'avoir enfreint ces principes sont définitivement exclus de la fonction publique.

La loi énonce les principes auxquels doivent se conformer les organisations ayant pour objet de défendre et de promouvoir les intérêts professionnels des fonctionnaires et des autres agents du secteur public.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

F. Planification

Article 160 - Il incombe à l'Etat de planifier le développement économique, social et culturel, le progrès harmonieux de l'économie dans tous les secteurs et dans l'ensemble du pays, ainsi que l'utilisation rationnelle et efficace des ressources nationales, en procédant à leur inventaire et à leur évaluation.

Il donne, dans les plans, priorité aux mesures favorisant l'augmentation de l'épargne nationale, les investissements et l'emploi et, en matière d'investissements, aux besoins et aux intérêts de la population.

Les efforts de développement se font conformément aux plans.

Les méthodes et les principes régissant l'élaboration des plans de développement, leur approbation par la Grande Assemblée nationale turque et leur mise en oeuvre sont définis par la loi.

Les plans de développement lient les pouvoirs publics ; ils ont pour le secteur privé valeur de stimulant et d'exemple.

G. Prospection et exploitation des richesses et ressources naturelles

Article 161 - Les richesses et ressources naturelles relèvent de la juridiction et sont la propriété de l'Etat.

La prospection des richesses et ressources naturelles est effectuée par l'Etat et par des entreprises privées, l'Etat ayant à cet égard la priorité. La loi précise les conditions de prospection par les entreprises privées ; elle encourage cette prospection.

Tout droit de prospection accordé pour une zone donnée est automatiquement caduc au bout de deux ans. La durée et les conditions de la recherche pétrolière sont fixées par la loi.

L'Etat a également la priorité en matière d'exploitation des richesses et ressources naturelles. Les droits d'exploitation des ressources découvertes à l'occasion de recherches effectuées par des entreprises privées sont réservés.

Si des richesses et ressources naturelles exploitables ne sont pas exploitées par l'Etat ou par une entreprise privée dans les deux ans, l'Etat perd son droit de propriété et l'entreprise privée son droit d'exploitation. Les conditions régissant l'exploitation par des entreprises privées des richesses et ressources naturelles, ainsi que les modalités de contrôle et les sanctions concernant l'exploitation judicieuse des ressources conformément aux objectifs économiques nationaux, sont définies par la loi.

L'Etat peut mettre en place des installations de prospection et d'exploitation en liaison avec des entreprises privées.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

H. Protection des forêts et de leurs habitants et développement des forêts

1. Protection et développement des forêts

Article 162 - L'Etat adopte les lois et prend les mesures nécessaires à la préservation des forêts et à l'extension des surfaces boisées. Les zones détruites par le feu sont reboisées et il n'est pas permis d'y pratiquer l'élevage et d'autres formes d'agriculture. La surveillance des forêts incombe à l'Etat.

Les forêts domaniales sont administrées et exploitées par l'Etat conformément à la loi. La propriété et l'administration ne peuvent en être transférées à des particuliers. Ces forêts ne peuvent être ni acquises par prescription ni frappées de servitudes, sauf pour motifs d'utilité publique.

Aucune activité susceptible d'endommager les forêts n'est autorisée.

Les limites des forêts ne peuvent faire l'objet d'aucune restriction, exception faite pour les terres qui, ayant totalement perdu, sous l'angle scientifique et technique, leur caractère forestier, fait la preuve de leur utilité comme terrains agricoles, tels que champs, vignes, vergers et oliveraies, ou pour l'élevage du bétail, ainsi que pour les terrains essentiellement occupés par les immeubles des villes, des bourgs et des villages.

2. Protection de la population des hameaux forestiers

Article 163 - Les mesures destinées, en préservant l'intégrité des forêts et en améliorant les conditions de vie des habitants vivant à l'intérieur ou à proximité immédiate, à assurer la coopération de ces personnes avec l'Etat à la surveillance et à l'exploitation desdites forêts, l'installation, le cas échéant, de la totalité ou d'une partie de la population des hameaux forestiers en des lieux qui, du point de vue scientifique et technique, ont totalement perdu leur caractère forestier et que, faute de valeur scientifique et technique pour la sauvegarde de la nature, il y a au contraire, sous l'angle économique, intérêt dûment constaté à transformer en zones agricoles, ainsi que la délimitation des lieux en question, leur exclusion du domaine forestier et leur attribution aux susdites populations après valorisation par les soins de l'Etat font l'objet d'une loi.

L'Etat prend toutes dispositions pour aider les populations visées à se procurer les instruments et le matériel d'exploitation.

Les terres précédemment occupées par des villageois déplacés sont immédiatement reboisées en tant que forêts domaniales.

I. Développement de la navigation et de l'aviation

Article 164 - L'Etat prend des mesures visant à développer la navigation, notamment en augmentant le tonnage de la marine marchande, et à soutenir la construction navale.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'Etat s'emploie à renforcre l'aviation turque et encourage l'augmentation de la capacité de l'aviation civile ainsi que le développement de l'infrastructure et de l'industrie aérienne.

J. Universités et établissements d'enseignement supérieur

1. Universités

Article 165 - Les universités sont créées par l'Etat dans le cadre des lois.

Les universités sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie scientifique.

Elles sont administrées par des organes qu'elles élisent elles-mêmes.

Le recrutement, la promotion et le licenciement du personnel enseignant des universités sont effectués par leurs propres organes, dans le cadre de leur autonomie scientifique.

Le personnel enseignant des universités peut librement effectuer des recherches scientifiques et publier ses travaux.

L'organisation et le fonctionnement des universités, leurs organes et le mode d'élection, les fonctions et pouvoirs de ces derniers, l'affectation, le cas échéant, de professeurs titulaires et assistants d'une université à une autre, le déroulement des études et de l'enseignement dans la liberté et la sécurité, conformément aux impératifs de la science et de la technologie moderne et aux principes du plan de développement, ainsi que les modalités de l'exercice par l'Etat de son droit de surveillance et de contrôle sur les universités sont fixés par la loi, dans le respect de l'autonomie scientifique.

2. Etablissements d'enseignement supérieur

Article 166 - Les instituts d'enseignement supérieur sont créés par l'Etat et par le secteur privé.

Il est ouvert des établissements d'enseignement supérieur dans divers domaines professionnels, conformément aux principes fondamentaux de la Constitution, dans le cadre de la culture turque, des besoins du pays et des plans pour l'emploi.

Les établissements d'enseignement supérieur collaborent avec les universités dans le domaine scientifique.

K. Office de radiotélévision et agences de presse

Article 167 - Les stations de radio et de télévision sont créées par l'Etat et administrées comme des personnes morales de droit public. La loi définit le mode de constitution et le fonctionnement de leurs organes, en respectant le principe de l'impartialité.

Toutes les émissions radiotélévisées s'effectueront sous le signe de l'impartialité, compte dûment tenu des intérêts de l'Etat et de la nation. Le choix, l'élaboration et la présentation des nouvelles et des programmes et, à travers eux, le service de la culture et de l'enseignement turc contemporain se conformeront aux principes fondamentaux de l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, de l'ordre public, de la morale et de la sécurité, il sera veillé à la véracité des nouvelles.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'impartialité est de règle pour les agences de presse fondées par l'Etat ou bénéficiant de sa part d'une aide financière.

Le directeur général de l'Office de radiotélévision et trois des membres du Conseil d'administration sont nommés par le Président de la République.

L. Académie de la langue turque

Article 168 - L'Académie de la langue turque est une institution dotée de la personnalité morale de droit public.

Elle a pour objet et pour fonction d'effectuer des recherches sur la langue turque, d'en apprécier la situation compte tenu des nouveaux besoins, d'aider l'Etat à définir sa politique linguistique, d'éditer dans ces domaines des publications inspirées des principes scientifiques, ainsi que d'encourager et d'appuyer à travers tout le pays les études relatives à la langue turque.

L'Académie de la langue turque compte au maximum 40 membres. Tous sont, au moment de sa création, choisis par le Président de la République. On veillera à ce que ce soit des sommités dans le domaine linguistique. Les membres de l'Académie choisissent les titulaires des sièges devenus vacants.

L'organisation, les méthodes de travail, les compétences et le statut personnel des membres de l'Académie de la langue turque sont fixés par la loi.

M. Direction des affaires religieuses

Article 169 - La Direction des affaires religieuses, qui relève de l'administration générale, exerce ses fonctions de la façon stipulée par une loi spéciale.

N. Organisations professionnelles ayant le caractère d'institution publique

Article 170 - Il est créé par voie législative des organisations professionnelles ayant le caractère d'institution publique, qui élisent leurs organes directeurs en choisissant les membres en leur sein.

Les statuts, la direction et le fonctionnement des organisations professionnelles ne doivent pas contrevenir aux principes démocratiques.

La loi réglemente les élections aux organes des organisations professionnelles de façon à garantir la plus large participation des membres et à les placer sous le contrôle des juges.

Les organisations professionnelles ne peuvent avoir d'activités débordant le cadre de leurs objectifs ; elles ne doivent pas se livrer à des activités politiques ni entreprendre d'actions communes avec les partis, les syndicats et les organisations politiques.

Les travailleurs permanents des institutions publiques et des établissements financiers du secteur public ne peuvent faire partie d'organisations professionnelles.

Pour garantir l'intégrité de l'Etat avec son territoire et son peuple, la sécurité nationale, l'ordre public et les droits et libertés d'autrui, l'administrateur civil local du rang le plus élevé peut, s'il y a péril en la demeure, suspendre les organes élus des organisations professionnelles dans l'attente d'une décision de justice.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TUSTAV

CHAPITRE III

DU JUDICIAIRE

I. Dispositions générales

A. Indépendance des tribunaux

Article 171 - Les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions ; ils rendent leurs jugements selon leurs convictions profondes, dans le respect de la Constitution, de la législation et du droit.

Aucun organe, autorité, service ou particulier ne peut donner d'ordre ou d'instruction aux tribunaux et aux juges dans l'exercice de leur pouvoir judiciaire, ni leur faire des recommandations ou des suggestions.

Nul ne peut, à l'Assemblée législative, poser des questions, susciter des débats ni faire une déclaration quelconque concernant l'exercice du pouvoir judiciaire à propos d'une affaire en cours.

Les organes législatifs et exécutifs et l'administration sont tenus de se conformer aux décisions de justice ; ils ne peuvent en aucune façon les modifier ou en retarder l'application.

B. Garanties en faveur des juges

Article 172 - Les juges sont inamovibles ; ils ne peuvent être mis à la retraite avant l'âge prévu par la Constitution, à moins qu'ils n'en manifestent le désir ; ils ne peuvent, même en cas de suppression d'un tribunal ou d'un poste, être privés de leur salaire.

La loi se réserve de préciser les exceptions concernant les personnes condamnées pour une faute entraînant la révocation, celles dont l'inaptitude à remplir leur charge pour raison de santé est nettement établie, et celles déclarées inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

C. Fonction de juge

Article 173 - Le pouvoir judiciaire est exercé par les magistrats de carrière. Toutefois, en raison de la qualité et des particularités des tribunaux administratifs et fiscaux, et des besoins des tribunaux du travail et des tribunaux pour enfants, il peut être fait appel à d'autres personnes que des juges de carrière.

Les juges exercent leurs fonctions dans les tribunaux de première instance, les tribunaux régionaux et les juridictions supérieures. Le fait d'être appelé à des fonctions de juge de tribunal régional n'empêche pas de siéger également dans les tribunaux de première instance.

Les juges sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions et dans leur vie privée, de s'abstenir de tout comportement de nature à ébranler dans leur entourage leur réputation d'impartialité, et ils doivent rendre leurs décisions aux moindres frais et dans les meilleurs délais.

Les qualifications des juges aux différents échelons de la hiérarchie, leur nomination, leurs droits et leurs devoirs, leur traitement et leurs indemnités, leur avancement, leur changement d'affectation ou leur mutation temporaires ou définitifs, les procédures disciplinaires engagées et les actions disciplinaires

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

prises à leur encontre, les décisions d'enquête ou de poursuites pour fautes liées à l'exercice de leurs fonctions, les fautes ou carences entraînant révocation, le statut personnel et leur formation en cours de carrière sont fixés par la loi conformément au principe de l'indépendance des tribunaux.

Les juges demeurent en fonctions jusqu'à l'âge de 67 ans ; la limite d'âge, l'avancement et le départ à la retraite des juges militaires sont fixés par la loi. Les juges ne peuvent assumer d'autres fonctions, publiques ou privées, que celles qui sont prévues par la loi.

Les indemnités et les droits sociaux découlant de la nature des fonctions exercées par les juges des instances supérieures sont réservés.

D. Publicité des débats et motivation des décisions

Article 174 - Les débats judiciaires sont ouverts au public. Il peut être décidé de tenir une audience totalement ou partiellement à huis clos si la morale ou la sécurité publique l'exigent absolument.

Le jugement des mineurs fera l'objet de dispositions législatives particulières.

Toutes les décisions des tribunaux doivent être motivées par écrit.

Il incombe au pouvoir judiciaire d'assurer le déroulement des procès dans les meilleurs délais.

E. Organisation des tribunaux

Article 175 - L'organisation des tribunaux, leurs attributions et compétences, leur fonctionnement et leurs procédures sont définis par la loi.

Il y a, dans la mesure des possibilités de l'Etat, deux degrés de juridiction pour les affaires judiciaires et les affaires administratives.

F. Cour de sûreté de l'Etat

Article 176 - Il est institué des cours de sûreté de l'Etat chargées de connaître des crimes et délits dirigés contre l'intégrité territoriale et antionale de l'Etat et contre l'ordre démocratique, ainsi que des délits, tels que définis dans la Constitution, dirigés contre la République et intéressant directement la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Les dispositions relatives à l'état de siège et à l'état de guerre sont toutefois réservées.

Les cours de sûreté de l'Etat se composent d'un président, de deux membres titulaires, de deux membres suppléants, d'un procureur et d'un nombre suffisant de substituts. Le président, un membre titulaire, un membre suppléant et le procureur sont choisis parmi les magistrats de première classe et les substituts parmi les procureurs par le Conseil supérieur de la magistrature. Un membre titulaire et un membre suppléant sont désignés parmi les juges militaires de première classe, et la moitié des substituts parmi les juges militaires, conformément aux procédures définies dans une loi spéciale.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

La juridiction d'appel des jugements rendus par les cours de sûretés de l'Etat est la Cour de cassation.

Les autres dispositions relatives au fonctionnement, aux attributions, aux compétences et à la procédure des cours de sûreté de l'Etat sont définies par la loi.

G. Ministère public

Article 177 - Les procureurs de la République sont, sur le plan administratif, rattachés au ministère de la Justice. C'est au procureur qu'il incombe d'engager l'action publique.

Le ministère de la Justice peut enjoindre au procureur d'engager des poursuites.

En matière judiciaire, les forces de police sont aux ordres du procureur de la République.

Le contrôle des procureurs et les enquêtes les concernant sont effectués, à la discrétaion du ministère de la Justice, par des inspecteurs dudit ministère ou par des procureurs du rang le plus élevé.

En matière de recrutement, de statut personnel, de nomination à la Cour de cassation, de sanctions disciplinaires et de révocation des procureurs de la République, le pouvoir de décision appartient au Conseil supérieur de la magistrature.

Le ministère de la Justice peut, en cas de besoin, investir les procureurs de pouvoirs temporaires. Cette décision est soumise pour approbation à la première réunion du Conseil supérieur de la magistrature.

Le pouvoir de nommer des procureurs, à titre provisoire ou définitif, à la direction centrale du ministère de la Justice appartient au ministre.

H. Justice militaire

Article 178 - La justice militaire est rendue par les tribunaux militaires, habilités à juger les membres des forces armées pour les délits d'ordre militaire, les délits dirigés contre des militaires ou sur des emplacements attribués à l'armée, ou encore pour les infractions liées aux services et tâches militaires.

Les tribunaux militaires sont habilités à connaître des délits, visés par une loi spéciale, commis par des civils, ainsi que des délits commis à l'encontre de militaires dans l'exercice de leurs fonctions au sens défini par la loi, ou dans les zones militaires désignées par la loi.

Les délits et les personnes relevant de la juridiction des tribunaux militaires en cas de guerre ou d'état de siège sont précisés par la loi.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La majorité des membres des tribunaux militaires doivent avoir la qualité de juge. Cette condition n'est cependant pas impérative en cas de guerre.

L'organisation des instances judiciaires militaires, leur fonctionnement, le statut personnel des juges et les relations des juges exerçant les fonctions de procureur militaire avec les commandants dont ils relèvent, feront l'objet d'une loi, dans le respect de l'indépendance des tribunaux, des impératifs du service armé et des garanties reconnues à la profession judiciaire.

Pour les tâches militaires autres que les fonctions judiciaires, les juges et procureurs militaires sont sous les ordres du commandant de l'unité où se trouve le tribunal militaire.

Les tribunaux disciplinaires militaires sont régis par une loi conformément aux exigences du service militaire.

II. Juridictions supérieures

A. Cour constitutionnelle

1. Organisation

Article 179 - La Cour constitutionnelle se compose de quinze membres choisis par le Président de la République.

Les membres de la Cour constitutionnelle élisent en leur sein, au scrutin secret et à la majorité absolue, leur président et leur vice-président, pour une période de quatre ans.

2. Cessation de fonctions

Article 180 - Les membres de la Cour constitutionnelle prennent leur retraite à l'âge de 67 ans.

L'appartenance à la Cour constitutionnelle cesse automatiquement en cas de condamnation infligée à un membre pour un délit entraînant l'exclusion de la profession de juge ; la Cour peut aussi, par décision prise à la majorité absolue de ses membres, mettre fin aux fonctions d'un juge s'il est nettement établi qu'il ne peut plus, pour raison de santé, exercer ses fonctions.

3. Droits et obligations des membres

Article 181 - Les membres de la Cour constitutionnelle ne peuvent exercer d'autres fonctions, qu'elles soient officielles ou privées.

Les droits acquis par les professeurs d'université nommés à la Cour constitutionnelle sont réservés ; les professeurs d'université nommés à la Cour constitutionnelle peuvent poursuivre leurs activités universitaires.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Les membres de la Cour constitutionnelle qui ont cessé leurs fonctions ne peuvent, pendant deux ans, assumer des fonctions dans des institutions et établissements publics ni dans les organes de direction ou de contrôle des organisations professionnelles ayant le caractère d'institution publique ; ils ne sont pas éligibles aux élections générales et locales.

4. Fonctions et pouvoirs

Article 182 - La Cour constitutionnelle vérifie, quant à la forme et quant au fond, la constitutionnalité des lois, des décrets-lois et du règlement intérieur de la Grande Assemblée nationale turque. Pour ce qui est des amendements à la Constitution, elle se borne à les examiner et à les contrôler sur le plan de la forme.

Le contrôle formel des lois consiste d'une façon générale à vérifier que le vote définitif est intervenu à la majorité prévue et, pour les amendements à la Constitution, à vérifier qu'ils ont été proposés et votés à la majorité prévue à l'article ...., et que l'interdiction d'en débattre d'urgence a été respectée. Peuvent demander cette vérification, au moment de la promulgation de la loi, le Président de la République ou 20 % des membres de la Grande Assemblée nationale turque. Aucune action en annulation pour vice de forme ne peut être intentée après la promulgation de la loi ; on ne peut non plus soulever l'exception.

La Cour constitutionnelle exerce les fonctions prévues par la Constitution et par d'autres lois.

5. Procédure et mode de fonctionnement

Article 183 - La Cour constitutionnelle siège à neuf membres, y compris son président et son vice-président, et décide à la majorité absolue des voix ; ses membres participent aux réunions par alternance.

L'organisation et la procédure de la Cour constitutionnelle font l'objet d'une loi. Les méthodes de travail de la Cour, la répartition équilibrée des audiences entre les membres, à l'exception du président et du vice-président, et le mode de désignation préalable, à tour de rôle, des membres chargés de connaître des différentes affaires sont précisés dans le règlement intérieur.

La Cour constitutionnelle examine les affaires sur pièces à l'exception de celles ayant trait à l'interdiction de partis politiques. Elle peut toutefois, lorsqu'elle le juge bon, appeler les intéressés à témoigner.

6. Action en annulation

Article 184 - Le droit de saisir directement la Cour constitutionnelle pour inconstitutionnalité des lois, des décrets-lois, du règlement intérieur de la Grande Assemblée nationale turque ou de certains de leurs articles et dispositions n'est ouvert qu'au Président de la République, au président du principal parti d'opposition et aux membres de la Grande Assemblée nationale turque s'ils constituent au moins 20 % du total.

7. Délai imparti

Article 185 - Le droit d'intenter directement une action en annulation auprès de la Cour constitutionnelle devient caduc 90 jours après la publication au Journal officiel de la loi, du décret-loi ou du règlement contesté.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

8. Allégation d'inconstitutionnalité devant d'autres instances

Article 186 - Si un tribunal saisi d'une affaire juge inconstitutionnelles les dispositions d'une loi ou d'un décret-loi prêt à entrer en vigueur ou s'il est convaincu du bien-fondé de l'allégation d'inconstitutionnalité formulée par l'une des parties, il suspend sa décision tant que la Cour constitutionnelle n'a pas statué en la matière.

Si le tribunal n'est pas convaincu du bien-fondé de l'allégation d'inconstitutionnalité, c'est la juridiction supérieure qui tranche en joignant la question au fond.

La Cour constitutionnelle statue et rend son arrêt six mois au plus tard après avoir été saisie. Si elle ne statue pas dans ce délai, le tribunal se saisit à nouveau de l'affaire et se prononce sur l'inconstitutionnalité selon ses convictions. Toutefois, si l'arrêt de la Cour constitutionnelle lui parvient avant qu'il n'ait rendu sa décision sur le fond, il est tenu de s'y conformer.

Aucune inconstitutionnalité ne pourra être alléguée contre la même disposition législative avant que trois ans ne se soient écoulés à compter de la publication au Journal officiel d'une décision de rejet rendue par la Cour constitutionnelle.

9. Arrêts de la Cour constitutionnelle

Artcicle 187 - Les arrêts de la Cour constitutionnelle sont définitifs. Ils ne doivent pas être rendus publics avant d'avoir été motivés par écrit.

Les lois, décrets-lois ou règlements intérieurs et leurs dispositions invalidés pour inconstitutionnalité deviennent caducs à la date de la publication, au Journal officiel, de l'arrêt motivé. La Cour constitutionnelle peut, le cas échéant, fixer expressément la date d'effet de la décision d'invalidation. Cette date ne peut se situer plus d'une année après la publication de l'arrêt au Journal officiel. La Cour constitutionnelle est tenue de prévoir un délai pour l'entrée en vigueur de son arrêt lorsque la décision d'invalidation entraîne une nouvelle disposition législative. La Grande Assemblée nationale turque discute et adopte en priorité les projets et propositions de loi destinés à combler le vide juridique créé par la décision d'invalidation dans les cas où l'entrée en vigueur de cette décision est différée.

Les décisions d'invalidation ne sont pas rétroactives.

Les dispositions abrogées ne sauraient faire l'objet d'une décision d'invalidation.

La Cour constitutionnelle peut aussi statuer que les décisions d'autres juridictions sur l'inconstitutionnalité n'intéressent que l'affaire en cause et ne lient que les parties.

Les arrêts de la Cour constitutionnelle paraissent immédiatement au Journal officiel et lient les organes législatifs, exécutifs et judiciaires de l'Etat, les autorités administratives et les personnes physiques et morales.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Lorsqu'elle invalide une loi ou une disposition législative, la Cour constitutionnelle ne peut, en agissant en législateur, introduire une disposition pouvant créer une nouvelle pratique.

B. Cour de cassation

1. Fonction de la Cour de cassation et élection des juges

Article 188 - La Cour de cassation est l'instance de révision définitive des arrêts et décisions rendus par les instances judiciaires. Pour certaines affaires prévues par la loi, elle joue à la fois le rôle de première et de dernière instance.

Les membres de la Cour de cassation sont élus par le Conseil supérieur de la magistrature, au scrutin secret et à la majorité absolue du total des membres, parmi les magistrats de première classe et ceux qui leur sont assimilés.

La Cour de cassation élit son premier président en son sein, au scrutin secret et à la majorité absolue du total des membres.

Le mandat du premier président, des premiers vice-présidents et des présidents est de quatre ans.

L'organisation, le fonctionnement, la procédure ainsi que l'élection des premiers vice-présidents et des présidents sont fixés par la loi conformément au principe de l'indépendance des tribunaux et aux garanties reconnues aux juges.

2. Procureur général près la Cour de cassation

Article 189 - Le procureur général et le premier avocat général sont choisis pour quatre ans par le Président de la République sur une liste, dans l'un et l'autre cas, de cinq candidats désignés au scrutin secret parmi ses membres par la Cour de cassation toutes chambres réunies.

Le procureur général et le premier avocat général sont assujettis aux dispositions relatives aux magistrats des juridictions supérieures.

L'institution, le fonctionnement, les attributions et les pouvoirs de la charge de procureur général sont fixés par la loi.

3. Haute Cour

Article 190 - Le Président de la République, les membres du Conseil des ministres, les présidents et les membres de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation militaire,

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TUSTAV

du Tribunal administratif suprême des forces armées, du Conseil supérieur de la magistrature et de la Cour des comptes, le procureur général de la République et le premier avocat général, ainsi que les procureurs généraux des juridictions supérieures, sont jugés par la Haute Cour pour les crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

La Haute Cour, présidée par le président (1) de la Cour de cassation, est composée du premier vice-président de cette instance chargé des affaires pénales et des présidents de ses chambres criminelles. Elle siège dès que le besoin s'en fait sentir.

Les fonctions de procureur près la Haute Cour sont remplies par le procureur général de la République ou le premier avocat général.

B. Conseil d'Etat

Article 191 - Le Conseil d'Etat est la juridiction administrative de première instance pour les affaires non confiées par la loi à d'autres juridictions administratives et, d'une façon générale, la juridiction administrative suprême.

Le Conseil d'Etat est chargé d'examiner et de régler les litiges et les différends administratifs, de donner son avis sur les projets de loi soumis par le Conseil des ministres, d'examiner les projets de règlement d'administration publique et les contrats et accords de concession et de s'acquitter des autres fonctions prévues par la loi.

L'élection des membres du Conseil d'Etat est fixée par la loi conformément au principe de l'indépendance des tribunaux et aux garanties reconnues aux juges. Les trois quarts de ses membres sont élus par le Conseil supérieur de la magistrature parmi les magistrats des tribunaux judiciaires et administratifs, et l'autre quart nommé par le Président de la République parmi les fonctionnaires possédant les qualifications prévues par la loi.

Le président, le procureur général, ses substituts et les présidents de section sont élus en son sein par le Conseil d'Etat en assemblée plénière pour une durée de quatre ans, au scrutin secret et à la majorité absolue du total des membres.

L'organisation, le fonctionnement et la procédure du Conseil d'Etat, et la spécificité de la juridiction administrative, font l'objet d'une loi conformément au principe de l'indépendance des tribunaux et aux garanties reconnues aux juges.

C. Cour des comptes

Article 192 - La Cour des comptes est chargée de contrôler, au nom de la grande Assemblée nationale turque, les revenus, recettes et avoirs des établissements financiers publics et des fondations ou institutions à capital fixe ou à fonds de roulement instituées par des services relevant du budget ordinaire ou des budgets annexes et financées pour moitié ou davantage par lesdits services, de statuer en dernier ressort sur les comptes et opérations des comptables publics. Elle contrôle et décide, dans le cadre défini par la loi, en tant que juridiction comptable de première et de dernière instance.

---

(1) Sans doute faut-il comprendre le premier président ? (NDLT)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

La Cour des comptes effectue ses vérifications dans un souci de légalité, de rigueur financière, de productivité et d'opportunité.

Les méthodes et les principes du contrôle, par la Cour des comptes, des collectivités locales et des établissements financiers publics sont fixés par la loi, compte dûment tenu de leur structure et de leur mode d'activité.

Les décisions rendues par les chambres de la Cour des comptes quant à la responsabilité juridique des intéressés à la suite d'opérations comptables ou autres, sont examinées en dernier ressort par la Chambre des appels de la Cour et font l'objet de sa part d'un jugement définitif.

L'organisation, le fonctionnement, les méthodes de contrôle et la procédure de la Cour des comptes, les qualifications, la nomination, les attributions et compétences, les droits et responsabilités et le statut personnel de ceux qui en font partie, ainsi que les garanties reconnues au président et aux membres sont définis par la loi.

D. Cour de cassation militaire

Article 193 - La Cour de cassation militaire est la juridiction de dernière instance pour les décisions et jugements rendus par les tribunaux militaires. Elle connaît aussi, en premier et en dernier ressort, de certaines affaires déterminées par la loi et intéressant les membres des forces armées.

Les membres de la Cour de cassation militaire sont choisis par le Président de la République parmi les juges militaires de première classe, sur une liste de candidats proposés à la majorité absolue du total des membres par la Cour ce cassation militaire, toutes chambres réunies, à raison de trois candidats par poste vacant.

Le président, le procureur général, le second président et les présidents de chambre de la Cour de cassation militaire sont choisis parmi les membres en fonction de leur grade et de leur ancienneté.

L'organisation, le fonctionnement et la procédure de la Cour de cassation militaire sont fixés par la loi dans le souci de l'indépendance judiciaire, des garanties accordées aux juges et des nécessités du service armé.

E. Tribunal administratif suprême des forces armées

Article 194 - Le Tribunal administratif suprême des forces armées est chargé du contrôle judiciaire des actes administratifs liés au service militaire et intéressant les membres des forces armées.

Le Tribunal administratif suprême des forces armées est la première et dernière instance de règlement des différends découlant d'actes administratifs liés au service militaire et intéressant les membres des forces armées.

L'organisation, le fonctionnement et la procédure ainsi que les qualifications du président, des membres et du procureur général du Tribunal administratis suprême des forces armées sont fixés par la loi, compte tenu des garanties accordées au juges et des nécessités du service militaire.

TÜRKIYE SOSYAL TARIH ARASTIRMA VAKFI

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARŞİVİ

F. Tribunal des conflits

Article 195 - Le Tribunal des conflits est habilité à trancher à titre définitif dans les conflits de compétence surgis entre les tribunaux judiciaires, administratifs et militaires.

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal des conflits sont fixés par la loi. Le président et le vice-président sont choisis en son sein par la Cour constitutionnelle.

En cas de conflit entre la Cour constitutionnelle et d'autres instances, l'arrêt de la Cour constitutionnelle fait foi.

III. Conseil supérieur de la magistrature

Article 196 - Le Conseil supérieur de la magistrature est organisé par la loi dans le respect de l'indépendance judiciaire et des garanties reconnues aux magistrats.

Le président en est le ministre de la Justice. Nul autre que le ministre ou son sous-secrétaire d'Etat ne peut siéger au Conseil au nom du ministère. Le procureur général ou l'avocat général de la République en sont membres de droit.

Le Président de la République nomme pour quatre ans quatre membres titulaires et quatre membres suppléants, et deux membres titulaires et deux membres suppléants, sur deux listes de candidats appartenant respectivement à la Cour de cassation toutes chambres réunies et au Conseil d'Etat toutes chambres réunies, le nombre de candidats étant le triple de celui des postes à pourvoir.

Les membres du Conseil ne peuvent, pendant la durée de leur mandat, exercer d'autres fonctions.

L'organisation, le fonctionnement, les attributions, les pouvoirs et les méthodes de travail du Conseil sont fixés par la loi.

Il ne peut être fait appel des décisions du Conseil auprès d'autorités juriciaires ; la procédure d'examen des recours dans le cadre du Conseil est fixée par la loi.

Sauvegarde des lois révolutionnaires

Article 197 - Aucune disposition de la présente Constitution ne peut être interprétée comme frappant d'inconstitutionnalité les dispositions, en vigueur à la date d'adoption par référendum de ladite Constitution, des lois révolutionnaires ci-dessous, dont le but était d'élever et de préserver le caractère laïc de la république turque :

1. Loi N° 430 du 3 mars 1340 (1923) sur l'unification de l'enseignement ;

2. Loi N° 671 du 25 novembre 1341 (1925) sur le port du chapeau ;

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

3. Loi N° 677 du 30 novembre 1341 (1925) sur la fermeture des couvents de derviches et des mausolées, l'interdiction et l'abolition de la charge de gardien de mausolée et de certains titres ;

4. L'institution du mariage civil célébré par un officier d'état-civil telle que définie par le Code civil (loi N° 743) du 17 février 1926, ainsi que les dispositions de l'article 110 dudit code ;

5. Loi N° 1288 du 20 mai 1928 sur l'adoption des chiffres internationaux ;

6. Loi N° 1353 du 1er novembre 1928 sur l'adoption et l'introduction des caractères turcs ;

7. Loi N° 2590 du 26 novembre 1943 sur l'abolition des appellations et titres tels que efendi, bey et pacha ;

8. Loi N° 2596 du 3 décembre 1934 sur l'interdiction du port de certains vêtements.

DISPOSITIONS FINALES

I. Amendements à la Constitution

Article 198 - Un amendement à la Constitution peut être proposé par écrit par un tiers au moins du total des membres de la Grande Assemblée nationale turque. Les propositions d'amendement ne peuvent faire l'objet d'une discussion d'urgence. Elles ne peuvent être adoptées qu'à une majorité des deux tiers du total des membres de l'Assemblée.

La discussion et l'adoption des propositions d'amendement constitutionnel sont régies par les dispositions relatives à la discussion et à l'adoption des lois, sous réserve des conditions prévues au premier alinéa du présent article.

II. Préambule et sous-titres

Article 199 - Le préambule de la présente Constitution, qui précise les idées et les principes dont elle est inspirée fait partie intégrante du texte de la Constitution.

Les sous-titres des articles n'ont d'autre but que d'en indiquer le sujet et de le situer. Ils ne peuvent être considérés comme faisant partie du texte.

Entrée en vigueur

Article 200 - La présente Constitution deviendra, une fois adoptée par référendum, la Constitution de la République turque et sera publiée au Journal officiel en même temps que les résultats du référendum.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV